

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ORGANISATION JUDICIAIRE

DANS LES COLONIES FRANÇAISES

autres que l'Algérie et la Tunisie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 6 juin 1907, à 1 heure

PAR

Maurice BARLAND

Président : M. PERREAU

*Suffragants : { MM. LESEUR, professeur.
 TISSIER, agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

1907

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ORGANISATION JUDICIAIRE

DANS LES COLONIES FRANÇAISES

autres que l'Algérie et la Tunisie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 6 juin 1907, à 1 heure

PAR

Maurice BARLAND



Président : M. PERREAU

*Suffragants : { MM. LESEUR, professeur.
 TISSIER, agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'ORGANISATION JUDICIAIRE

DANS LES COLONIES FRANÇAISES

AUTRES QUE L'ALGÉRIE ET LA TUNISIE

INTRODUCTION

Les bases de l'organisation judiciaire actuelle de nos colonies datent de l'époque où la France ne possédait, hors d'Europe, que quelques établissements sans importance qui tenaient fort peu de place dans les préoccupations publiques.

L'administration, naturellement routinière, ne sut doter ses colonies que d'institutions calquées sur celles de la métropole. Des cours, des tribunaux, des justices de paix y furent chargés, comme en France, d'appliquer nos Codes, quelles que fussent les races, les mœurs et les conditions locales.

Lorsque notre domaine extérieur commença à s'accroître, les méthodes restèrent les mêmes ; et s'il arrivait que l'assimilation des colonies à la métropole ne pût pas être immédiatement réalisée, elle restait néan-

moins le but dont on espérait se rapprocher peu à peu. C'est ainsi que M. Chailley-Bert écrivait en 1892 (1) : « Dès qu'il s'agit de nos colonies, nous n'avons plus de principes, nous dont les principes dirigent la politique ; nous n'avons plus de méthode, nous dont la logique impérieuse a si longtemps été le guide. Nous vivons au jour le jour, nous errons à l'aventure, l'empirisme nous domine et nous conduit, et plus encore la routine. Si bien que, par routine pure, nous avons transporté au delà des mers le régime même de la métropole et donné à de si différentes colonies un régime à peine différent. » On a trop persisté dans ces erreurs depuis qu'ont été formulées ces très justes critiques, et l'on est frappé de l'intérêt d'actualité que présente encore cet autre passage du même auteur (2). « Les îles Marquises, paradis de races indolentes, sans agriculture ni commerce, la Nouvelle-Calédonie, destinée à devenir un bagne, la Cochinchine que son climat ferme à l'émigration européenne et que peuplent près de 2 millions d'Annamites industriels, l'Algérie avec 5 millions d'Arabes pasteurs et de Kabyles agriculteurs, toutes conquêtes de 1830 à 1870, ont été, ou tout de suite, ou au bout de quelques années, traitées, peu s'en faut, comme nos vieilles colonies des Antilles et de la Réunion, peuplées de créoles issus de pures familles fran-

(1) *La colonisation de l'Indo-Chine*, 1892, Armand Colin.

(2) *Dix années de politique coloniale*, 1902, Armand Colin.

çaises et depuis 300 ans rompues aux usages et aux lois de la vieille France. »

En un mot on avait considéré, jusqu'à ces dernières années, nos colonies comme devant former, pour reprendre une expression célèbre, « un bloc » (1) susceptible d'être soumis à une même règle et réservé à une même destinée.

Mais bientôt, notre domination s'étendit sur des territoires immenses et des millions d'indigènes : la nécessité d'organiser, ne fut-ce que provisoirement, ces vastes possessions obligea l'administration coloniale à laisser subsister quelques-unes au moins des institutions propres à nos sujets et à simplifier, autant que possible, l'édifice politique et social dont il fallait doter des peuples tout à fait primitifs. La justice indigène parut avoir une place à côté de la justice française en attendant que le progrès permit de la faire partout disparaître.

Aujourd'hui seulement on a commencé à se demander si le progrès ne serait pas, au contraire, de maintenir et de consolider l'organisation de cette justice indigène et de renoncer aux vieilles méthodes de la politique d'assimilation que l'expérience a condamnées.

Ces nouvelles conceptions directrices (politique d'association) se sont introduites chez nous tandis que se développait notre empire colonial ; aussi l'organisation de nos diverses possessions présente-t-elle de nombreu-

(1) Girault, *Principes de colonisation et de législation coloniale*. Laroze, Paris, 1904.

ses différences ; mais celles-ci sont réglées, beaucoup moins par la dissemblance très réelle des pays sur lesquels s'étend notre souveraineté que par les tendances qui dominaient en France au moment de la conquête. Cette diversité n'est point la souple variété de la vie, c'est la confusion d'idées toujours abstraites et éloignées des faits.

On pourrait classer par ordre de date les règlements de nos différentes colonies et ce serait le seul moyen de mettre un peu de clarté dans ce fatras. Aux deux extrémités nous trouverions, d'une part les Antilles et la Réunion, dont l'assimilation à la Métropole a été complète et qui sont nos plus anciennes colonies, — d'autre part, la côte française des Somalis, où la justice est organisée par un décret datant de deux ans seulement et où le respect des mœurs et des coutumes des indigènes paraît avoir atteint son maximum.

De ces types extrêmes se rapprochent, d'un côté, les possessions acquises antérieurement à 1870 ; de l'autre, celles qui ont été plus récemment incorporées à notre empire ; à égale distance de l'un et de l'autre se place l'Indo-Chine, conquise en deux fois, à des dates bien différentes, et qui présente deux aspects distincts, selon qu'il s'agit de la Cochinchine ou de l'Annam-Tonkin, malgré un essai récent et d'ailleurs très incomplet d'unification.

Bien que l'organisation judiciaire des colonies ait été séparément réglée pour chacune d'elles, et qu'il subsiste

toujours de l'une à l'autre des différences de détail, il semble possible d'établir, d'après les similitudes générales, trois groupes principaux qui sont les suivants :

1° Vieilles colonies composées pour la plus grande partie de citoyens français, en contact depuis de longues années avec nos usages et notre civilisation (Amérique, Réunion, Océanie : assimilation presque complète).

2° Colonies d'Afrique : composées presque exclusivement de peuples primitifs (*A*) Madagascar, Afrique occidentale, Congo ; — (*B*) Mayotte et Comores, côte française des Somalis : grande part laissée à la justice indigène).

3° Indo-Chine. Type intermédiaire, composée de peuples d'une civilisation très avancée mais très différente de la nôtre.

CHAPITRE PREMIER

SECTION I

1^{er} GROUPE. — COLONIES DE POPULATION FRANÇAISE ET ASSIMILÉE.

(Amérique. — Réunion. — Océanie).

La tendance à l'assimilation a ici largement prévalu.
Nous discernons les subdivisions suivantes :

A. — Anciennes colonies (Martinique, Guadeloupe,
Réunion),
régies par les sénatus-consultes de 1854 et 1866.

Les institutions judiciaires de ces trois colonies sont, sauf des différences de détail, insignifiantes, les mêmes que celles de la métropole (1).

1^o *Le nombre, la composition et les attributions des Cours et tribunaux* doivent, aux termes de l'article 6-2^o du sénatus-consulte du 3 mai 1854, être réglés par des décrets en forme de règlements d'administration publique. Cependant, une loi du 15 avril 1890 est intervenue pour déterminer, dans ses grandes lignes, l'organisa-

(1) Toutefois, dans ces dernières années, un certain revirement s'est produit dans l'opinion des milieux coloniaux et quelques simplifications ont été introduites dans un but d'économie.

tion judiciaire de ces trois îles. Il en résulte, au point de vue réglementaire, une situation assez complexe que nous allons indiquer sommairement.

Cours d'appel. — Chaque colonie est dotée d'une Cour d'appel (1) composée de :

1 président (1),

5 conseillers (2) (précédemment 7 (1) ; la Martinique en compte encore provisoirement 6).

1 procureur général, assisté de 1 ou 2 substitut).

Les arrêts sont rendus par 3 magistrats et en audience solennelle par 5 (2).

Tribunaux de première instance. — Chaque arrondissement judiciaire est pourvu d'un tribunal de première instance (1). Mais la loi n'a pas déterminé le nombre de ces arrondissements ; aussi un décret du 13 mars 1902 a-t-il pu réunir en un seul les deux arrondissements antérieurement existants à la Martinique. Ces tribunaux sont composés de :

1 président,

2 juges au moins,

1 procureur de la République, assisté, s'il y a lieu, d'un substitut (3).

Les jugements sont rendus à la pluralité des voix.

Justices de paix à compétence étendue. — Cette catégorie de tribunaux n'existe que dans les dépendances

(1) Loi du 15 avril 1890.

(2) Loi du 31 mars 1903.

(3) Loi du 15 avril 1890.

de la Guadeloupe, où la loi du 15 avril 1890 n'est pas considérée comme applicable. Ils y ont été créés en remplacement de tribunaux de première instance qui existaient antérieurement, par les décrets du 17 avril 1884 (*St-Martin et St-Barthélemy*) et du 25 novembre 1890 (*Marie Galante*).

Justices de paix ordinaires. — Un tribunal de paix siège au chef-lieu de chaque canton (3). La loi n'ayant pas déterminé le nombre et la répartition des cantons, il a été possible, à la Martinique, de rattacher les cantons du Fort et du Mouillage à celui de Fort-de-France, par décret du 6 septembre 1902. Cependant une loi du 27 mars 1905 est spécialement intervenue pour permettre la réduction du nombre des justices de paix, dans les trois colonies, par décrets simples. Un seul décret, concernant la Réunion, a été rendu le 5 mai 1906 en exécution de cette loi.

Justice répressive. — Les attributions des Cours et tribunaux, en matière répressive, sont les mêmes qu'en France. L'institution du jury a été étendue aux trois colonies par la loi du 27 juillet 1880, qui a créé deux Cours d'assises à la Réunion, et une dans chacune des Antilles. La loi du 12 avril 1892 a porté ce nombre à 2 pour la Guadeloupe.

Justice commerciale. — Les tribunaux de première instance exercent les attributions des tribunaux de commerce.

2° Lois applicables. — Les divers Codes français sont

intégralement applicables. Notons seulement une particularité en matière de procédure ; les jugements rendus en dernier ressort par les tribunaux de paix ne peuvent être déférés à la Cour de cassation pour incompetence, excès de pouvoir ou violation de la loi : cette voie de recours est remplacée par le recours en annulation devant la Cour d'appel (1).

**B. — Colonies assimilées aux anciennes colonies,
mais soumises au régime des décrets.**

1^{er} Groupe. — Colonies pourvues de conseils généraux : Guyane, établissements français dans l'Inde, Nouvelle-Calédonie.

Nombre. — Composition et attributions des Cours et tribunaux (2). — Les mêmes degrés de juridiction existent dans ces colonies que dans les anciennes, mais les tribunaux sont moins fortement constitués ; un seul juge statue en première instance ; et il est généralement assisté d'un lieutenant de juge, chargé de l'instruction, et d'un juge suppléant, en dehors du ministère public, composé d'un ou des magistrats. A la Cour d'appel, trois conseillers suffisent pour rendre les arrêts, et le nombre des membres de la Cour est réglé en conséquence.

(1) Règle commune à toutes les colonies.

(2) Textes principaux : *Guyane* : ordonnance du 21 décembre 1828 ; Décret du 16 décembre 1896. — *Inde* : ordonnance du 7 février 1842 ; Décrets des 31 mai 1873 et du 1^{er} mars 1879, 12 juin 1883, 28 juillet 1887 et 27 avril 1895. — *Nouvelle-Calédonie* : Décrets des 28 novembre 1866, 27 mars 1879, 28 février 1882, 15 novembre 1893.

Partout où l'importance de la circonscription judiciaire est peu considérable, il existe, au lieu et place d'un tribunal proprement dit, une justice de paix à compétence étendue, qui est, en somme, une juridiction de paix de première instance, composée d'un seul juge et non assistée d'un ministère public.

Cours d'appel. — Chaque colonie est dotée d'une Cour d'appel (1) composée de :

- 1 président,
- 2 conseillers (Inde 3),
- 1 conseiller auditeur,
- 1 procureur général assisté d'un substitut.

Les arrêts sont rendus par 3 magistrats au moins.

Tribunaux de première instance (2). — Le nombre de ces tribunaux et leur composition ont été fréquemment remaniés. On peut distinguer deux types : le tribunal, proprement dit, composé d'un juge président assisté de lieutenants de juge et de juges suppléants :

(1) *Guyane* : D., 16 déc. 1896. — *Inde* : D., 7 février 1842 ; D., 11 mai 1873 (3 conseillers et 1 auditeur, pas de substitut) ; D., 18 fév. 1880 (2 auditeurs) ; D., 28 juillet 1887 (composition actuelle). — *Nouvelle-Calédonie* : D., 15 nov. 1893 (antérieurement existait un tribunal supérieur).

(2) *Guyane* : D., 16 déc. 1896. — *Inde* : D., 7 fév. 1842. — *Pondichéry* : deux juges suppléants (D., 1^{er} févr. 1862) ; un seul et un substitut (D., 27 juillet 1887). — *Karikal* : création d'un lieutenant de juge (D., 18 fév. 1880). — *Chandernagor* : initialement tribunal, puis, justice de paix à compétence étendue (D., 28 juillet 1887) ; puis tribunal (D., 27 avril 1895). — *Nouvelle-Calédonie* : D., 15 nov. 1893.

	Cayenne	Pondichéry	Karikal	Nouméa
Juge président. . .	1	1	1	1
Lieutenants de juge	1	1	1	2
Juges suppléants. .	2	1	»	»
Procureur	1	1	1	1
Substitut	»	1	»	1

et le tribunal sommairement organisé, qui n'est guère qu'une justice de paix à compétence étendue assistée d'un procureur de la République ; exemples : tribunaux du Maroni et de Chandernagor, où, d'ailleurs, le juge président est en même temps investi des fonctions de juge de paix.

Un des juges suppléants de Cayenne peut être, quand les circonstances l'exigent, détaché au tribunal du Maroni (1).

Ces divers tribunaux ont une compétence analogue à celle des tribunaux correspondants dans la Métropole.

Justices de paix à compétence étendue. — Deux justices de paix à compétence étendue ont été créées dans l'Inde, à Mahé et Yanaon, par le décret du 1^{er} mars 1879 ; leur compétence est exactement la même que celle des tribunaux de première instance. En Nouvelle-Calédonie, les justices de paix à compétence étendue existent à Bourail, à Canala et à Chepenéhé (île Lifou, Loyalty) ; cette dernière est sommairement organisée et les fonctions de juge sont confiées au fonctionnaire de l'ordre

(1) D., 1^{er} novembre 1900.

administratif investi des attributions de résident. Les justices de paix à compétence étendue de la Nouvelle-Calédonie ont des attributions beaucoup plus restreintes que celles de l'Inde (compétence en 1^{er} ressort jusqu'à 1.000 fr., en dernier ressort jusqu'à 500 fr.).

Justices de paix à compétence ordinaire. — A la Guyane, ces tribunaux ont été constitués de la manière suivante : un juge de paix siège à Cayenne et est assisté de suppléants spéciaux à Oyapock, Kourou, Approuague ; deux autres juges de paix siègent à Sinnamary et Mana ; enfin, le juge président du tribunal du Maroni est également investi des attributions d'un juge de paix. Dans l'Inde, des juges de paix ordinaires ont été institués à Pondichéry et Karikal ; à Chandernagor, le juge président du tribunal en exerce les fonctions. En Nouvelle-Calédonie une justice de paix à compétence ordinaire existe à Nouméa.

Ces juridictions ont la même compétence que les juridictions correspondantes en France.

Justice répressive. — Il en est de même en matière de justice répressive. Les justices de paix à compétence étendue de Mahé et de Yanaon sont de véritables tribunaux correctionnels. Celles de Bourail et de Canala ne connaissent en première instance que des contraventions et des délits pouvant entraîner une peine de 6 mois de prison et 500 francs d'amende au maximum.

L'institution du jury n'existe dans aucune de ces trois colonies ; elle est remplacée par celle de l'assessorat.

Les affaires criminelles sont jugées à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie, par la Cour d'appel constituée en Cour d'assises par l'adjonction de quatre assesseurs; dans l'Inde, une Cour criminelle siège dans chaque établissement; elle est constituée, au chef-lieu, de trois conseillers et de quatre assesseurs; dans les autres établissements d'un conseiller, du juge de première instance, du juge de paix à compétence étendue, d'un fonctionnaire annuellement désigné par le gouverneur et de quatre assesseurs.

Une chambre des mises en accusation fonctionne dans la Guyane et dans l'Inde. Elle est composée, à Cayenne, d'un conseiller, du juge président de première instance et d'un juge suppléant; à Pondichéry, d'un conseiller, du juge président et du juge de paix.

Justice commerciale. — Un tribunal de commerce composé du président du tribunal de première instance assisté de deux assesseurs existe à Nouméa, et connaît, en premier et en dernier ressort, de toutes les affaires commerciales jusqu'à concurrence de 1.500 francs et en premier ressort seulement de toutes les autres (1). Dans les deux autres colonies, la compétence commerciale est dévolue aux tribunaux de première instance.

Lois applicables. — Les divers Codes métropolitains ont été rendus applicables aux trois colonies.

Mais il y a lieu de considérer que : 1° les indiens et

(1) D. des 28 février 1882 et 26 octobre 1882.

nègres Bosch ou Boni vivent en tribus en dehors de tout contact avec l'administration française ; 2° en Nouvelle-Calédonie, la population canaque est restée placée sous la juridiction des chefs indigènes ; 3° dans l'Inde, les indiens non renonçants sont jugés suivant les coutumes de leur caste (1).

2° Groupe. — *Colonies dont les Conseils généraux ont été supprimés.*

**Saint-Pierre et Miquelon. — Etablissements
français de l'Océanie.**

On s'est encore efforcé ici de respecter les grandes lignes de l'organisation judiciaire française mais en conférant parfois à des fonctionnaires administratifs des attributions judiciaires. Le rôle de la Cour d'appel est dévolu, soit à un tribunal supérieur, Cour d'appel en réduction, soit à un conseil d'appel, où siègent des fonctionnaires sous la présidence d'un magistrat de carrière. Les tribunaux et les justices de paix à compétence étendue sont souvent assistés ou composés de fonctionnaires, qui concourent ainsi avec les magistrats à l'administration de la justice.

Sauf dans les trois vieilles colonies, les Cours d'assises sont constituées par l'adjonction d'assesseurs, désignés comme les jurés, aux magistrats de la juridiction du lieu la plus élevée ; ces assesseurs, au nombre de quatre, délibèrent avec les magistrats, et sur la culpabilité et sur l'application de la peine.

(1) Arrêté local du 6 janvier 1819.

Partout (sauf des exceptions insignifiantes en Océanie), il n'existe aucune autre juridiction en dehors des tribunaux français. Les indigènes sont, ou bien ignorés, comme les Indiens de la Guyane et les Canaques de la Nouvelle-Calédonie, ou soumis en toutes circonstances, comme les Hindous de nos Etablissements de l'Inde, à nos tribunaux qui appliquent, en règle générale, les Codes français, mitigés seulement par la considération de la coutume lorsqu'il s'agit d'un Hindou ayant conservé son statut personnel.

I. — *Nombre, composition et attributions des tribunaux.*

Juridictions supérieures. — Le rôle ordinairement dévolu aux Cours d'appel est confié à une juridiction supérieure qui prend le nom, à St-Pierre et Miquelon (1) de Conseil d'appel et en Océanie (2), de tribunal supérieur. Le Conseil d'appel ne comprend qu'un magistrat de carrière, président, assisté de deux fonctionnaires pourvus, autant que possible, du diplôme de licencié en droit. Le tribunal supérieur est une véritable Cour d'appel en réduction comprenant un président et deux juges, tous magistrats de carrière.

Le ministère public (3) est confié à un procureur de la

(1) *St-Pierre* : O., 26 juillet 1833 crée le conseil d'appel présidé par le chef de la colonie ; O., du 6 mai 1843, donne la présidence à un magistrat ; D. du 21 mai 1896, détermine sa compétence actuelle.

(2) *Océanie* : D. du 18 août 1868, crée le tribunal supérieur composé d'un seul juge ; D., 1^{er} juillet 1880, détermine sa composition actuelle.

(3) *St-Pierre* : D., 4 avril 1868. — *Océanie* : D. 18 août 1868 ; D. 1^{er} juillet 1880.

République, qui est, dans les deux colonies, également chargé de ces fonctions près les tribunaux de première instance. En Océanie, il est assisté d'un substitut.

Tribunaux de première instance. — Chacune des deux colonies possède, au chef-lieu, un tribunal de première instance, constitué par un juge unique, assisté, à St-Pierre, d'un juge suppléant (1), à Papeete, d'un lieutenant de juge ; les magistrats adjoints sont plus spécialement chargés de l'instruction.

Justice de paix à compétence étendue. — Aucune juridiction de cette nature n'a été établie à St-Pierre et Miquelon, ce qui s'explique par le peu d'importance territoriale de la colonie. Au contraire, en Océanie (2), les distances considérables qui séparent nos établissements ont nécessité la création de 6 justices de paix à compétence étendue, siégeant à Taravao (Tahiti), Papeetoai (Mooréa), Taiohaé (Marquises), Rataova (Tuamotu), Rikitea (Gambier) et Raiatea (Iles-sous-le-Vent).

Les fonctions de juge de paix sont confiées, dans les deux premières, à des magistrats détachés des tribunaux constitués de Papeete, dans les autres à des officiers ou fonctionnaires. Les cinq premières, outre la compétence ordinaire des justices de paix, ont celle de connaître de toutes les affaires civiles et commer-

(1) *St-Pierre* : D., 26 juillet 1833, création d'un juge suppléant ; D., 11 mars 1902. — *Océanie* : D., 18 août 1868 ; D., 1^{er} juillet 1880.

(2) *Océanie* : D., 18 août 1868 ; 1^{er} juillet 1880 ; 9 juillet 1890 ; 17 février 1891 ; 17 septembre 1897, concernant Raiatea et définissant la compétence spéciale du tribunal de cette île.

ciales, en premier ressort, jusqu'à 1.000 francs en principal. La sixième, véritable tribunal de première instance, connaît en premier et dernier ressort jusqu'à la valeur de 1.000 francs et sa compétence en premier ressort est illimitée.

Justices de paix ordinaires. — Deux justices de paix ordinaires ont été instituées à St-Pierre et Miquelon (1), l'une à St-Pierre, l'autre à Miquelon ; le juge suppléant est chargé des fonctions de juge de paix dans la première ; la seconde est confiée à un officier ou fonctionnaire. En Océanie (2), aucune justice de paix à compétence ordinaire n'a été constituée ; le tribunal de première instance à Papeete, les justices de paix à compétence étendue dans les autres circonscriptions connaissent des affaires dévolues en France aux justices de paix.

Justice répressive (3). —^s Les compétences respectives des tribunaux des divers degrés sont sensiblement les mêmes qu'en France. Notons seulement que les justices de paix à compétence étendue de l'Océanie connaissent, en première instance, de toutes les affaires correctionnelles dans leur ressort.

Les affaires criminelles sont portées devant le con-

(1) *St-Pierre* : O., 26 juillet 1833 ; D., 11 mars 1902.

(2) *Océanie* : D., 1^{er} juillet 1880.

(3) Textes cités (A. St-Pierre, le tribunal de première instance ne connaît des affaires correctionnelles que depuis le décret du 21 mai 1896).

seil d'appel ou le tribunal supérieur constitués en Cours criminelles par l'adjonction de quatre assesseurs (1).

Justice commerciale (2). — Les tribunaux de première instance jouent dans les deux colonies le rôle de tribunal de commerce.

Justice indigène en Océanie. — On sait que nos établissements comprenant, d'une part, les États qui formaient autrefois le royaume de Pomaré (Tahiti, Moorea, Tuamotu et Tubuai) et qui constituèrent un pays de protectorat jusqu'à la loi d'annexion du 30 décembre 1880; d'autre part, les archipels annexés directement à des dates diverses (Marquises, 1842; Rapa, 1867; Gambier, 1882; Iles-sous-le-Vent, 1887).

A) Les anciens États de Pomaré ont, en raison de cette situation spéciale, joui de privilèges particuliers.

1^o Le décret du 18 août 1868 stipule que dans toutes les affaires où un indigène sera appelé comme demandeur ou comme défendeur, le tribunal ne sera valablement constitué que s'il est assisté d'un assesseur indigène ayant voix consultative. La Cour de cassation a décidé que la loi du 30 décembre 1880, accordant la nationalité française aux anciens sujets de Pomaré, n'a pas supprimé néanmoins ni la qualité d'indigène qu'ils tiennent de leur origine, ni la garantie ainsi établie à leur profit.

(1) *St-Pierre* : O., 26 juillet 1833 ; D., 24 février 1891 ; *Océanie* : D., 1^{er} juillet 1880 ; D., 9 juillet 1890 ; D., 1^{er} décembre 1902.

(2) *St Pierre* : D., 9 mai 1892 ; *Océanie* : D., 1^{er} juillet 1880 ; D., 23 janvier 1892.

2° L'ordonnance de la reine Pomaré, attribuant, le 14 décembre 1865, la connaissance de toutes les affaires indigènes aux tribunaux français, réservait toutefois les contestations relatives à la propriété des terres pour être jugées par les tribunaux Tahitiens. Le décret du 18 août 1868 a maintenu cette réserve. Elle fit l'objet d'une déclaration spéciale annexée à la loi du 30 décembre 1880 ; enfin, une convention du 29 novembre 1887 approuvée par une loi du 10 mars 1891 a stipulé que ces juridictions ne seraient supprimées que lorsque « les opérations relatives à la délimitation de la propriété seraient achevées et que les contestations auxquelles elles donnent lieu auraient été vidées ».

Les tribunaux tahitiens comprenaient des conseils de district, une Haute-Cour et une Cour de cassation, composée du gouverneur et du roi. Le trône étant resté vacant à la mort de Pomaré V, les attributions de cette Cour de cassation ont été dévolues au tribunal supérieur par le décret du 27 février 1892.

Au budget de 1906, aucune allocation ne figure au titre de justice indigène dans les chapitres concernant Tahiti et Mooréa et les Tubuai ; mais aux Tuamotu, subsiste une Haute-Cour tabitiennne (1).

B) La justice indigène a disparu aux Marquises aussitôt après l'annexion. De même aux îles Gambier, qui

(1) Cette Haute-Cour siège à Tahiti, mais comme elle ne fonctionne plus que pour les Tuamotu, l'imputation budgétaire a été faite au chapitre concernant cet archipel.

furent dotées momentanément d'un Code spécial, dit Code mangarevien, supprimé le 28 juin 1887. Dans les Iles-sous-le-Vent, le décret du 17 septembre 1897 créant une justice de paix à compétence étendue, a stipulé que les affaires entre indigènes ne serait portées devant le tribunal français qu'en cas de consentement des deux parties, et que, dans le cas contraire, les juges indigènes nommés par le gouverneur, resteraient compétents ; ce sont également ces juges qui connaissent des affaires pénales où des indigènes seuls sont en cause. La justice indigène est donc en voie de disparition dans nos établissements, mais fonctionne encore sur certains points.

II. — *Lois applicables.*

Les divers Codes métropolitains sont applicables à St-Pierre et Miquelon et dans les établissements de l'Océanie, sauf des détails sans importance. Toutefois, dans cette dernière colonie, quelques dispositions spéciales réservent partiellement les coutumes indigènes. La situation des anciens sujets de Pomaré a été indiquée ci-dessus ; ces indigènes sont aujourd'hui citoyens français et la dernière disposition spéciale, concernant les litiges immobiliers, devient peu à peu sans effet utile. Quant aux habitants des autres archipels qui sont sujets français, ils sont assujettis en général à la loi française, sauf la réserve inscrite dans le décret du 17 septembre 1897 concernant les Iles sous-le-Vent. Ce même texte dispose que les lois indigènes ne pourront être modifiées

que par le gouverneur auquel il appartient de les « mettre progressivement en harmonie avec la loi française » ; l'assimilation est donc décidée en principe, et seules les convenances locales et les circonstances peuvent, momentanément encore, la retarder.

SECTION II. — Colonies de population indigène africaine.

1^{er} GROUPE. — GRANDES COLONIES ÉRIGÉES EN GOUVERNEMENTS GÉNÉRAUX.

Madagascar. — Afrique occidentale. — Congo.

Les simplifications d'organisation qui n'existent dans les colonies du groupe précédent qu'à titre provisoire ou exceptionnel sont ici la règle.

Dans ces colonies fonctionnent, à côté des tribunaux français, des tribunaux spéciaux aux indigènes.

L'organisation des tribunaux français est elle-même caractérisée : 1^o par l'attribution fréquente de fonctions judiciaires aux administrateurs ; 2^o par l'absence de justices de paix ordinaires, deux degrés de juridictions étant seulement institués, et tous les tribunaux particuliers relevant directement de la juridiction d'appel.

§ 1. — Justice française.

Textes principaux :

Madagascar. — Décret du 9 juin 1896. Décret du

30 octobre 1898. Décret du 24 février 1902. Décret du 30 janvier 1904.

Afrique occidentale. — Décret du 12 novembre 1903.

Congo. — Décret du 17 mars 1903. Décret du 11 février 1906.

I. — *Compétence des tribunaux français* (1).

Les tribunaux français connaissent de toutes les affaires dans lesquelles sont intéressés des Européens ou assimilés ou que les indigènes sont d'accord pour porter devant eux.

De plus, au Congo, la Cour criminelle connaît de tous les crimes commis dans le périmètre urbain et les faubourgs de Libreville et de Brazzaville ou dans le périmètre des résidences, cercles, postes ou stations. En Afrique occidentale, les Cours d'assises, les tribunaux de première instance et la justice de paix de Kayes connaissent de tous les crimes, contraventions et délits commis dans l'étendue du ressort des tribunaux de première instance et de la justice de paix de Kayes (2).

(1) *Madagascar* : D., 2 juin 1896. — *Afrique occidentale française* : D., 10 novembre 1903. — *Congo* : D., 17 mars 1903.

(2) Voir plus loin (justice indigène) la compétence de ces mêmes tribunaux jugeant, avec adjonction d'un indigène, certaines affaires civiles indigènes.

II. — *Nombre, composition, attributions des
Cours et tribunaux.*

Juridiction supérieure. — La juridiction supérieure, qui porte à Madagascar et en Afrique occidentale le nom de Cour d'appel, et au Congo celui du tribunal supérieur, siège au chef-lieu, sauf au Congo (Tananarive, Dakar, Libreville). Elle comprend :

Un président, plus, en Afrique occidentale, et à titre seulement temporaire, un vice-président dont l'emploi a été supprimé, mais le titulaire actuel est provisoirement maintenu ; des conseillers (ou juges au Congo), au nombre de 4 (dont un conseiller auditeur) à Madagascar, 6 en Afrique occidentale, 2 (dont un suppléant) au Congo.

Un procureur général (au Congo procureur de la République, chef du service judiciaire) assisté : d'un avocat général et d'un attaché au parquet à Madagascar, d'un avocat général et d'un substitut en Afrique occidentale, et simplement d'un attaché au parquet au Congo (1).

Les arrêts sont rendus par trois magistrats (cinq en Afrique occidentale dans les affaires d'annulation).

Tribunaux de première instance (2). — Des tribunaux

(1) *Madagascar* : D., 9 juin 1896 (2 conseillers) ; D., 10 déc. 1900 (3 conseillers) ; D., 20 déc. 1904 (un avocat général au lieu d'un substitut). — *A. O. F.* : D., 12 nov. 1903 ; D., 14 juin 1905 (suppression d'un emploi de conseiller et de celui du vice-président : composition actuelle). — *Congo* : D., 17 mars 1903.

(2) *Madagascar* : D., 9 juin 1896, institue des tribunaux à Tanana-

de première instance sont institués dans les principaux centres (Madagascar : Tananarive, Tamatave, Majunga, Diégo-Suarez. — Afrique occidentale : Dakar, Saint-Louis, Konakry, Bingerville, Cotonou. — Congo : Brazzaville, Libreville).

L'étendue du ressort de ces juridictions, comme d'ailleurs de toutes les autres juridictions inférieures, est déterminée par des arrêtés du chef de la colonie.

Ces tribunaux sont composés en général d'un juge président, juge unique, assisté d'un lieutenant de juge, juge d'instruction, et d'un juge suppléant. Il n'existe pas de lieutenant de juge à Majunga (1), Diégo-Suarez, Brazzaville et Libreville ; dans ce dernier centre, le juge suppléant manque également. Le ministère public est confié à un procureur de la République, sans substitut ; le procureur de la République près le tribunal supérieur de Libreville exerce les mêmes attributions auprès du tribunal de première instance de la même ville.

La compétence de ces tribunaux est la même que celle des tribunaux de première instance et des justices de paix en France.

rive, Tamatave, Majunga ; D., 30 oct. 1898, substitue au tribunal de Majunga une justice de paix à compétence étendue ; D., 24 février 1902, crée les tribunaux actuels de Majunga et Diégo-Suarez. — *A. O. F.* : D., 12 nov. 1903. — *Congo* : D., 17 mars 1903.

(1) *Madagascar* : D., 24 juillet 1903, crée le juge suppléant de Diego-Suarez ; D., 30 janvier 1904, crée le lieutenant de juge de Tananarive et le juge suppléant de Majunga.

Justices de paix à compétence étendue (1). — Il existe dans les trois colonies : 1° des justices de paix à compétence étendue confiées à des magistrats de carrière ; 2° des justices de paix à compétence étendue confiées aux administrateurs.

Les premières ont exactement la même compétence que des tribunaux de première instance. Elles siègent : à Madagascar, à Nossi-Bé, Fianarantsoa, Mananjary et Tuléar ; en Afrique occidentale, à Kayes (le juge de paix est ici assisté d'un suppléant) ; au Congo, à N'Djolé, Ouessou et Fort-de-Possel.

Les secondes, constituées par arrêtés du gouverneur, du commissaire général, ont les compétences suivantes (2) : en Afrique occidentale, elles connaissent des mêmes affaires que les tribunaux de première instance ; à Madagascar, elles ont en dernier ressort la compétence des juges de paix de France et connaissent en premier ressort des affaires civiles et commerciales jusqu'à 1.500 francs en principal, et 100 francs de revenu ; au Congo, leur compétence est réglée par l'arrêté du commissaire général qui les institue.

Justice répressive (3). — Dans les trois colonies, les

(1) *Madagascar* : D., 9 juin 1896 ; D., 30 mars 1898, crée des justices de paix à Majunga et Fianarantsoa ; D., 24 février 1902, substitue à celle de Majunga un tribunal et crée une nouvelle justice de paix à Mananjary ; D., 30 janvier 1904, crée celle de Tuléar. — *A. O. F.* : D., 12 mars 1903. — *Congo* : D., 11 février 1906.

(2) *Madagascar* : D., 9 juin 1896. — *A.O.F.* : D., 12 mars 1903. — *Congo* : D., 11 février 1906.

(3) Textes cités ci-dessus. Notamment : *Madagascar* : D., 9 juin 1896. — *A. O. F.* : D., 12 novembre 1903. — *Congo* : D., 17 mars 1903.

tribunaux de première instance et les justices de paix à compétence étendue, de quelque façon qu'elles soient constituées, ont la même compétence que les tribunaux de simple police et les tribunaux correctionnels de France.

La connaissance des crimes est réservée aux Cours d'assises ou Cours criminelles, instituées aux mêmes sièges que les tribunaux de première instance ; on considère toutefois qu'il n'y a qu'une Cour criminelle au Congo, siégeant tantôt à Libreville, tantôt à Brazzaville, et qu'une Cour d'assises au Sénégal, siégeant soit à Dakar, soit à Saint-Louis.

La Cour criminelle à Tananarive et Libreville se compose du président et deux magistrats de la juridiction supérieure, assistés de deux assesseurs. A Dakar, elle comprend trois conseillers et quatre assesseurs. Dans les autres centres, en Afrique occidentale, elle est présidée par un conseiller à la Cour, et comprend le juge-président du tribunal du lieu, un fonctionnaire et deux assesseurs (4 à Saint-Louis). A Madagascar, elle comprend le juge-président ou le juge de paix du lieu, deux fonctionnaires et deux assesseurs. Au Congo, lorsqu'elle siège à Brazzaville, elle est composée du président du tribunal supérieur ou d'un magistrat désigné par lui, de deux fonctionnaires et de deux assesseurs.

Justice commerciale. — Elle est exercée par les tribunaux de droit commun.

III. — *Lois applicables.*

La loi française est toujours appliquée dès que des Européens ou assimilés sont des intéressés au procès.

La procédure est, dans les trois colonies, notablement simplifiée, mais en respectant les formes essentielles de la procédure française (1). Le recours en cassation contre les décisions définitives des juridictions inférieures est remplacé par le recours en annulation devant la juridiction supérieure. A noter ici que le recours en annulation est une particularité remarquable de la procédure coloniale. « Porté devant la Cour d'appel, il tient lieu pour les affaires les moins importantes, du pourvoi formé devant la Cour de cassation. C'est une application du principe de plus grande déconcentration qui se justifie par la trop grande disproportion qu'il y aurait entre l'intérêt engagé et les frais et les lenteurs d'un pourvoi porté en Europe.

§ 2. — Justice indigène.

Textes :

Madagascar. — Décret du 9 juin 1896. — Décret du 9 novembre 1898. — Décret du 20 mai 1905.

Afrique occidentale. — Décret du 10 novembre 1903. — Décret du 22 mai 1905.

Congo. — Décret du 17 mars 1903.

(1) Voir les décrets du 17 mars 1903 et du 10 novembre 1903.

I. — *Tribunaux français jugeant en matière indigène.*

Les tribunaux français, sauf à Madagascar, peuvent toujours être saisis lorsque les deux parties sont d'accord à cet effet. Dans ce cas, le juge applique les usages et coutumes locaux.

Dans les trois colonies, ils sont également saisis lorsque les deux parties, dans un acte, ont déclaré contracter sous le régime de la loi française ; celle-ci est alors appliquée

En Afrique occidentale, les tribunaux de première instance et la justice de paix de Kayes connaissent des affaires entre indigènes, dans leur ressort. Toutefois, les affaires relatives à des questions d'état civil, de mariage, de successions, donations et testaments, s'il s'agit de musulmans, sont réservées à des tribunaux spéciaux, et s'il s'agit de non-musulmans, ne sont jugées par la juridiction française qu'avec adjonction d'un assesseur indigène. Il est, dans ce dernier cas, procédé et jugé suivant les coutumes locales.

II. — *Sièges, composition, attributions, des tribunaux indigènes proprement dits.*

L'idée générale qui régit l'institution de la justice indigène est de conférer aux autorités administratives locales des attributions judiciaires en rapport avec l'importance de leur pouvoir politique, et d'éclairer leurs décisions par l'adjonction d'assesseurs indigènes ; la hiérarchie de ces autorités devient celle des tribunaux

qu'elles président ; enfin, toute l'administration de la justice indigène est contrôlée, plus ou moins complètement, par la Cour d'appel ou un tribunal spécial émané d'elle.

Au Congo, cette organisation n'est encore qu'esquissée ; le commissaire général a reçu délégation pour régler la constitution des tribunaux indigènes, et n'a pas usé jusqu'à présent de ce pouvoir. En attendant, les affaires criminelles indigènes sont jugées par les administrateurs, les affaires civiles, commerciales et correctionnelles par les administrateurs et chargés de palabres.

Contrôle supérieur. — Il est exercé, à Madagascar, par la Cour d'appel, en Afrique occidentale et au Congo, par une chambre ou tribunal d'homologation.

La Cour de Tananarive est investie à l'égard des tribunaux indigènes du double rôle de juridiction d'appel et de Cour régulatrice, — le recours en cassation n'existant pas en matière indigène. Elle s'adjoit pour connaître des affaires indigènes, deux assesseurs indigènes ayant voix consultative.

Les tribunaux d'homologation du Congo, siégeant à Libreville et à Brazzaville, sont composés du juge-président de première instance et de deux fonctionnaires. Ils constitueront des juridictions d'appel lorsque la justice indigène aura été organisée par le commissaire général. Présentement aucune condamnation à plus d'un an d'emprisonnement ne peut être exécutée sans

avoir été homologuée par eux. Les affaires qu'ils n'homologuent pas sont renvoyées ou évoquées au fond.

La chambre d'homologation de Dakar comprend trois conseillers, deux fonctionnaires et deux assesseurs indigènes, avec voix consultative. Elle n'est saisie que des arrêts comportant plus de 5 ans d'emprisonnement.

Ainsi en Afrique occidentale et au Congo, le contrôle supérieur n'est exercé qu'en matière répressive.

Tribunaux d'appel. — Ils sont dénommés, en Afrique occidentale, tribunaux de cercle à Madagascar, tribunaux du 2^e degré, et constitués par l'administrateur commandant la région, assisté de deux assesseurs indigènes avec voix consultative ; dans le cas où des musulmans sont en cause, en Afrique occidentale, l'un de ces assesseurs est le cadi du lieu ou un notable musulman.

Tribunaux de première instance. — Ils portent à Madagascar le nom de tribunaux du premier degré et sont constitués par le fonctionnaire chef de district, assisté de deux notables indigènes ayant voix consultative. En Afrique occidentale, ils sont dénommés tribunaux de province et ont semblable composition (même observation que ci-dessus pour les musulmans). Enfin, dans cette dernière colonie, les chefs de village sont également investis de fonctions judiciaires et forment le degré inférieur du système judiciaire.

Compétence civile des tribunaux des divers ordres. — A

Madagascar, par une imitation du système français, le tribunal du premier degré connaît en dernier ressort jusqu'à 100 francs en principal et 7 francs de revenu, et en premier ressort jusqu'à 1.500 francs en principal et 100 francs de revenu ; le tribunal du deuxième degré connaît en dernier ressort jusqu'à 3.000 francs en principal et 150 francs de revenu, en premier ressort ; à charge d'appel devant la Cour, sa compétence est illimitée.

En Afrique occidentale, la répartition des compétences est autre : le chef de village est chargé de la conciliation ; le tribunal de province, du jugement en premier ressort ; le tribunal de cercle, du jugement en appel, pour toutes les affaires.

Compétence pénale. — A Madagascar, le tribunal du premier degré connaît en dernier ressort des affaires de simple police, en premier ressort des délits pouvant entraîner 150 francs d'amende et 3 mois de prison au plus ; le tribunal du second degré connaît en dernier ressort de tous les délits pouvant entraîner 300 francs d'amende et 6 mois de prison ; il connaît de tous les autres délits et des crimes, à charge d'appel devant la Cour de Tananarive.

En Afrique occidentale, le chef de village est juge définitif pour les contraventions pouvant entraîner au maximum 15 francs d'amende et 5 jours de prison ; le tribunal de province juge en premier ressort tous les délits ; le tribunal de cercle juge l'appel des délits et les

crimes, sous réserve du contrôle de la chambre d'homologation.

Tribunaux musulmans spéciaux au Sénégal. — Supprimés par le décret du 10 novembre 1903, ces tribunaux ont dû être rétablis en raison du mécontentement de la population musulmane (1), pour statuer sur les affaires concernant l'état civil, le mariage, les successions, les donations et les testaments. Ils siègent à Dakar, Saint-Louis et Kayes et sont composés d'un cadî et d'un assesseur pouvant suppléer celui-ci.

Leur compétence est purement civile. La Cour d'appel connaît de l'appel de leurs jugements

III. — *Loi applicable.*

Les tribunaux indigènes appliquent la coutume du lieu. En pays musulman, la loi coranique est observée ; en pays hova, le Code dit Code des 305 articles et le règlement des Sakaizambolitra contiennent des indications propres à éclairer utilement les juges ; partout ailleurs la tradition orale renseigne seule sur les usages.

2° GROUPE. — COLONIES DE POPULATION INDIGÈNE AFRICAINNE

Petites colonies : Mayotte et Comores. — Côte française des Somalis.

L'organisation judiciaire de ces petites colonies est extrêmement rudimentaire. Nous y distinguerons néan-

(1) D., 22 mai 1905.

moins l'intention persistante de reproduire quoique à une échelle réduite, le type ordinaire de l'organisation métropolitaine.

Il y a lieu d'examiner séparément, comme pour les grandes colonies africaines, la justice française et la justice indigène.

§ 1. — Justice française.

Textes principaux (1) :

Mayotte. — Ordonnance du 26 août 1847 ; Décret du 30 janvier 1852 ; Décret du 28 octobre 1879 ; Décret du 5 novembre 1888 ; *Décret du 5 novembre 1904.*

Côte des Somalis. — Décret du 4 février 1904.

I. — Compétence des tribunaux français.

Les tribunaux français connaissent de toutes les affaires dans lesquelles sont intéressés des Européens ou assimilés, ou que les indigènes sont d'accord pour porter devant eux.

De plus, à Mayotte et aux Comores, la justice répressive est exclusivement exercée par les tribunaux français.

Ajoutons également que le décret du 5 novembre 1904, qui a eu surtout pour objet d'étendre aux Comores la compétence du tribunal de Mayotte, s'est borné

(1) Ces textes ne seront pas rappelés en note, les deux actes essentiels étant le décret du 5 novembre 1904 et celui du 4 février 1901.

à maintenir « les tribunaux indigènes existants », c'est-à-dire ceux des Comores ; à Mayotte même, la justice française seule existe.

A la côte des Somalis au contraire, par une exception unique dans le droit colonial au principe qui veut que les Français ne soient jamais soustraits, en territoire national, à leurs juges naturels, il est stipulé que les affaires civiles ou commerciales entre Européens ou assimilés d'une part et indigènes d'autre part, peuvent être, d'un commun accord entre les parties, portées devant la juridiction indigène.

II. — *Nombre, composition, attributions des conseils et tribunaux.*

Juridiction supérieure. — Elle n'existe pas à Mayotte, qui est rattachée au ressort de la Cour de Tananarive.

A la côte des Somalis, un conseil d'appel, composé d'un magistrat unique et de deux fonctionnaires assesseurs, jouit des attributions dévolues ailleurs aux Cours d'appel.

Le ministère public est exercé par un fonctionnaire, investi des mêmes attributions auprès de la juridiction inférieure.

Juridiction de premier degré. — Elle porte à Mayotte le nom de tribunal de première instance, et est composée d'un juge-président assisté d'un juge suppléant (chargé de l'instruction). Le ministère public est confié à un fonctionnaire.

A la côte des Somalis, la juridiction du premier degré est dénommée justice de paix à compétence étendue, et se compose d'un magistrat unique.

On remarquera que la compétence en dernier ressort du juge de paix à compétence étendue de Djibouti est plus élevée que celle du tribunal de première instance de Mayotte, elle s'étend à toutes les affaires civiles et commerciales jusqu'à 2.000 francs en principal et 150 francs de revenus, au lieu que celle du tribunal de Mayotte ne va que jusqu'à 1.000 francs en principal. A charge d'appel, les deux compétences sont illimitées.

Justice répressive. — Le tribunal de Mayotte et la justice de paix de Djibouti sont en dernier ressort tribunaux de simple police, en premier ressort, tribunaux correctionnels.

Dans l'une et l'autre colonie est instituée une Cour criminelle, qui comprend : à Mayotte, le juge-président du tribunal, assisté de deux fonctionnaires et de deux assesseurs ; à Djibouti, le juge-président d'appel, assisté de deux assesseurs (fonctionnaires ou notables spécialement tirés au sort).

Dans la première de ces colonies, l'instruction est faite par le juge suppléant et l'acte d'accusation établi par le procureur général de Madagascar. Dans la deuxième, la Cour criminelle est saisie par le ministère public local.

III. — *Lois applicables.*

La loi française est en principe seule applicable devant les tribunaux français.

Il est stipulé, en ce qui concerne la côte des Somalis (1), que dans les affaires civiles ou commerciales où sont parties concurremment des Européens et assimilés d'une part, des indigènes d'autre part, le juge a la faculté de s'inspirer des coutumes locales dans tous les cas où elles ne sont pas contraires aux principes de la loi française.

La procédure est, comme dans les autres colonies africaines, très simplifiée tout en restant dans l'ensemble conforme aux Codes métropolitains.

§ 2. — Justice indigène.

Textes :

Mayotte. — (Simple mention au décret du 5 novembre 1904).

Côte des Somalis. — Décret du 4 février 1904.

1. — *Cas où les tribunaux français sont compétents.*

D'après ce qui a été dit ci-dessus, les tribunaux français jugeant en matière indigène, soit d'office, soit après avoir été saisis par les deux parties, appliquent à Mayotte la loi française. A Djibouti, au contraire, où ils ne sont

(1) Voir décret du 4 février 1904.

saisis que par les parties mises d'accord à cet effet, ils peuvent s'inspirer de la coutume.

II. — *Nombre, composition, attributions des tribunaux indigènes.*

La justice indigène n'existe pas à Mayotte même. Dans les protectorats des Comores, l'organisation des tribunaux locaux ne paraît avoir fait l'objet d'aucun acte de l'autorité métropolitaine.

De profondes différences séparent l'organisation judiciaire des Comores de celle de la côte des Somalis. En effet, dans la première de ces colonies, les tribunaux indigènes sont de véritables organismes judiciaires, rattachés au service judiciaire général et placés sous le contrôle des magistrats français.

Dans l'autre, au contraire, la justice indigène est confiée à l'administration, et relève du pouvoir exécutif, en dehors de tout contrôle de la magistrature.

Juridiction supérieure. — C'est, à Mayotte, le tribunal de première instance qui connaît de l'appel des décisions rendues en matière indigène par les tribunaux indigènes. Rappelons d'ailleurs que la justice indigène a une compétence purement civile et commerciale, la justice française étant toujours compétente en matière pénale.

A Djibouti, la juridiction supérieure, ou tribunal indigène du second degré, se compose du gouverneur ou de son délégué, qui peut se faire assister de deux ou

plusieurs assesseurs indigènes de la nationalité des parties, — assesseurs consultatifs d'ailleurs. C'est exclusivement un tribunal d'appel en matière civile et commerciale. En matière répressive, il connaît des appels correctionnels et des crimes.

Juridictions du premier degré. — Dans chacune des Comores existe un tribunal de première instance indigène, composé, à la Grande-Comore, de 6 cadis ; à Anjouan, de 3 ; à Mohéli, d'un seul cadi. Dans les deux premières de ces îles une indemnité figure au budget pour un officier du ministère public. Ces tribunaux connaissent de toutes les affaires civiles entre indigènes, en premier ressort.

A la côte des Somalis, un tribunal indigène du premier degré composé d'un fonctionnaire facultativement assisté d'assesseurs consultatifs indigènes, siège à Djibouti ; le gouverneur peut créer d'autres tribunaux semblables dans toutes les localités où réside un administrateur ou chef de poste. Ces tribunaux connaissent en dernier ressort des affaires civiles et commerciales jusqu'à 150 francs en principal et 15 francs de revenu ; en premier ressort, leur compétence est illimitée. En matière répressive, ils sont en dernier ressort tribunaux de police, en premier ressort tribunaux correctionnels. Les affaires entre musulmans relatives au mariage, au divorce, aux successions, à la paternité, à la filiation, à la prestation solennelle du serment, sont de la compétence d'un cadi musulman nommé par le gouverneur.

Ce cadi est juge de première instance, l'appel étant porté devant le tribunal du deuxième degré.

III. — *Lois applicables.*

En matière civile, dans les affaires entre musulmans, la loi coranique est appliquée.

Les tribunaux indigènes de Djibouti et dépendances statuent « suivant les coutumes locales ». En matière répressive toutefois « les peines et châtiments corporels » sont supprimés. La procédure devant ces tribunaux est réglée suivant les « coutumes et usages locaux et, s'il est nécessaire, par des arrêtés du gouverneur ».

SECTION III. — Colonie de population indigène asiatique.

Indo-Chine.

L'organisation judiciaire de cette grande colonie présente deux aspects fort différents, selon que l'on considère la Cochinchine ou les autres régions de l'Indo-Chine.

En Cochinchine a prévalu le principe d'assimilation : la justice indigène a disparu, la justice française a été organisée de manière à se rattacher autant que possible du modèle dispendieux et compliqué de la magistrature métropolitaine.

Partout ailleurs nous avons laissé subsister, comme à regret, la justice indigène, sans essayer de la régler, de lui donner une nouvelle vitalité en la faisant

rentrer dans le cadre général des institutions de la colonie : elle demeure, mais comme un organe provisoire, destiné à disparaître devant le développement progressif des tribunaux français. Mais, le considérable effort financier fait pour la Cochinchine a empêché jusqu'à présent de consacrer des crédits élevés au service judiciaire des autres régions, et il y reste rudimentaire, moins fortement constitué que dans nos grandes colonies de Madagascar et de l'Afrique occidentale.

Ainsi, malgré une unification apparente, parallèle à l'unification politique, l'organisation judiciaire de l'Indo-Chine reste double : d'une part la Cochinchine, qui accapare à elle seule les trois quarts des juridictions et du personnel de la magistrature, d'autre part le Tonkin, le Cambodge, l'Annam et le Laos pourvus de quelques rares tribunaux français et où la justice indigène est maintenue, mais non réglementée.

§ 1. — Justice française.

Textes principaux :

Décrets des 8 novembre 1889, 13 janvier 1894, 17 mai 1895, 15 septembre 1896, 16 octobre 1896, 6 mai 1898, 8 août 1898, 25 mars 1899, 1^{er} novembre 1901, 1^{er} décembre 1902, 10 novembre 1903, 14 octobre 1904, 31 août 1905 et 17 décembre 1905.

I. — Composition des tribunaux français (1).

Les tribunaux français, dans toute l'étendue de l'Indo-Chine connaissent de toutes les affaires civiles, commerciales ou pénales dans lesquelles un européen, un sujet français ou un étranger quelconque est partie ou en cause.

Ils connaissent en outre des affaires indigènes : 1° dans toute l'étendue de la Cochinchine ; 2° dans l'étendue des territoires urbains de Hanoï, Haïphong, et Tourane ; 3° lorsque les parties indigènes sont d'accord pour leur soumettre leurs litiges en matière civile ou commerciale (sauf au Cambodge).

D'une manière générale, la justice française est seule compétente dans toutes les régions où elle a pu être constituée, et la justice indigène ne subsiste que dans les contrées trop éloignées des centres judiciaires français. Exception est faite toutefois pour le Cambodge, où les tribunaux indigènes ont été maintenus à côté des tribunaux français (2).

II. — Nombre, composition, attributions des juridictions françaises.

Il existait en Indo-Chine, antérieurement au décret du 8 août 1898, deux Cours d'appel, l'une à Saïgon, l'autre à Hanoï, et deux ressorts séparés, embrassant

(1) D., 17 mai 1895 (Cochinchine) ; D., 6 mai 1898 (Cambodge) ; D., 1^{er} décembre 1902 (Annam, Tonkin, Laos).

(2) Traités avec le roi du Cambodge.

l'un la Cochinchine et le Cambodge, l'autre l'Annam et le Tonkin. Le décret du 8 août 1898 a réalisé l'unification, d'une manière toute sommaire d'ailleurs, en donnant aux deux parquets généraux un seul chef et aux deux Cours un seul président (1).

Cours d'appel. — La Cour d'appel a son siège à Saïgon, mais une partie des magistrats est détachée à Hanoï. Elle est composée d'un président, trois vice-présidents et quatorze conseillers. Le ministère public est représenté par un procureur général, assisté de quatre avocats généraux, 3 substituts et 2 attachés au parquet général (2).

La Cour d'appel comprend quatre chambres civiles :

La première et la deuxième chambres, à Saïgon, pour les affaires de Cochinchine, du Cambodge et d'une partie du Laos (3).

La troisième et la quatrième à Hanoï, pour les affaires du Tonkin, de l'Annam et du reste du Laos. Ces deux dernières ne comprennent qu'un vice-président et deux conseillers.

La première et la troisième chambre sont saisies des affaires européennes ; la seconde et la quatrième des affaires indigènes.

(1) Antérieurement au 8 août 1898, il existait à peu près la même organisation, avec le même nombre de magistrats.

(2) Voir : D., 8 août 1898 (2 vice-présidents, 12 conseillers, 3 avocats généraux, 2 substituts) ; D., 1^{er} novembre 1901 (14 conseillers, 3 substituts) ; D., 31 août 1905 (3 vice-présidents, 4 avocats généraux).

(3) D., 8 août 1898 (3 chambres) ; D., 31 août 1901 (4 chambres).

Les arrêts sont rendus par trois magistrats, sauf à la première chambre, qui doit comprendre au moins cinq magistrats pour siéger valablement (1).

La réunion des deux premières chambres constitue les audiences solennelles, dans lesquelles sont notamment portées les affaires d'annulation. Les arrêts sont rendus par cinq magistrats au moins.

La Cour d'appel de l'Indo-Chine n'est pas seulement la juridiction supérieure de la colonie, elle connaît en outre de l'appel des jugements des tribunaux consulaires de la Chine, du Japon et du Siam, et des crimes commis par des Français dans ces contrées (2).

Tribunaux de première instance. — Il existe neuf tribunaux de première instance en Cochinchine, deux au Tonkin et un au Cambodge, soit au total douze tribunaux, dont les sièges sont à : Saïgon, Mitho, Vinh-Long, Beutré, Cantho, Chaudoc, Soctrang, Travinh, Long-Xuyen, Hanoï, Haïphong, Pnom-Penh (3).

Le tribunal de Saïgon comprend un président, un vice-président, trois juges, quatre juges suppléants, un parquet composé d'un procureur de la République et de deux substituts. Il se divise en deux chambres, la

(1) D., 17 mai 1895 ; D., 16 octobre 1896 ; D., 8 août 1898.

(2) Loi du 28 avril 1869.

(3) D., 8 octobre 1889, Pnom-Penh ; D., 17 mai 1895 : neuf tribunaux en Cochinchine ; sièges actuels, sauf Long-Xuyen, ultérieurement substitué à Bien-Hoa (D., 16 oct. 1896) ; D., 15 septembre 1896, Hanoï et Haïphong ; D., 17 mai 1895 ; D., 17 août 1897, porte de 2 à 8 le nombre des juges suppléants ; D., 25 mars 1899, réduit ce nombre à 4 ; D., 31 août 1905, porte de 1 à 2 le nombre des substituts.

première, qui connaît des affaires européennes, est présidée par le président du tribunal, et trois magistrats sont nécessaires, comme en France, pour le prononcé d'un jugement ; la seconde chambre est constituée par le vice-président jugeant seul, et elle statue sur les affaires indigènes.

Les huit autres tribunaux de Cochinchine (1) et les deux tribunaux du Tonkin sont composés, suivant le type du tribunal de première instance colonial, d'un juge-président, d'un lieutenant de juge, d'un juge suppléant et d'un procureur de la République.

Le tribunal de Pnom-Penh est composé d'une manière analogue, mais ne compte pas de lieutenant de juge (2).

Ces tribunaux connaissent en dernier ressort de toutes les affaires civiles jusqu'à 1.500 francs en principal et 100 francs de revenu.

Justices de paix à compétence étendue. — Il existe en Indo-Chine deux catégories de justices de paix à compétence étendue : les unes sont confiées à des magistrats de carrière, et comprennent toujours, dans ce cas, un juge de paix (ayant même traitement qu'un lieutenant de juge, soit 10.000 fr.) et un suppléant (ayant même traitement qu'un juge suppléant de tribunal de première instance, soit 7.000 fr.) ; les autres sont confiées à des fonctionnaires ou officiers.

(1) Mêmes textes que ci-dessus.

(2) *Id.*

Les premières sont au nombre de sept, dont cinq en Cochinchine (Tay-Ninh, Bien-Hoa, Rach-Gia, Bac-Lieu, Baria), une en Annam (Tourane), et une au Tonkin (Nam-Dinh) (1).

Les autres sont constituées, au Cambodge, dans les résidences et vice-résidences (2) ; en Annam, au Tonkin et au Laos, au siège des administrations civiles ou militaires des provinces en dehors du ressort territorial des tribunaux d'Hanoï (provinces d'Hanoï, Bac-Ninh, Phu-Lo, Hung-Yen et Sontay) et de Haïphong (provinces de Haïphong, Quang-Yen, Haï-Duong et Thaï-Binh) et des justices de paix de Tourane (Province de Tourane) et de Nam-Dinh (provinces de Nam-Dinh, Taï-Binh, Hanam et Ninh-Binh).

Toutes ces juridictions ont la même compétence que les tribunaux de première instance (3).

Justice de paix de Saïgon (4). — A Saïgon existe un juge de paix à compétence ordinaire, qui a les mêmes attributions que les juges de paix de la métropole. Son ressort s'étend aux provinces de Cholon, Giadinh et Baria, en dehors de Saïgon et du Cap Saint-Jacques. Partout ailleurs la justice de paix à compétence étendue

(1) D., 17 mai 1895 : Tay-Ninh ; D., 16 octobre 1896 : Bac-Lieu, Bien-Hoa, Rach-Gia ; D., 25 mars 1899 : Tourane ; D., 10 novembre 1903 : Baria ; D., 14 octobre 1904 : Nam-Dinh.

(2) D., 6 mai 1898 ; D., 1^{er} décembre 1902.

(3) Décrets ci-dessus.

(4) D., 17 mai 1895, un juge de paix assisté d'un suppléant ; D., 25 mars 1899, suppression du suppléant ; D., 18 avril 1901 (ressort).

ou le tribunal de première instance sont investis de ces attributions.

Justice répressive (1). — Le juge de paix de Saïgon est juge de simple police, et le tribunal de première instance de Saïgon est tribunal correctionnel, dans les mêmes conditions que les tribunaux correspondants de la métropole. Partout ailleurs ces attributions sont cumulées par les tribunaux de première instance ou justices de paix à compétence étendue. La Cour d'appel connaît des affaires d'appel correctionnelles.

Les crimes sont jugés par des Cours criminelles (2) au nombre de six, dont quatre en Cochinchine (Saïgon, Mytho, Vin-Longh, Long-Xuyen), une au Tonkin (Hanoï) et une au Cambodge (Pnom-Penh). Cette dernière ne connaît d'ailleurs que des crimes commis par des Cambodgiens contre des non Cambodgiens ou par des étrangers autres que les Français et assimilés contre des Cambodgiens : les crimes entre Cambodgiens sont de la compétence des tribunaux indigènes, et les crimes commis par les Français ou assimilés sont déférés à la Cour criminelle de Saïgon. La Cour criminelle d'Hanoï juge tous les crimes relevant de la justice française et commis sur les territoires du Tonkin, de l'Annam, et

(1) Décrets cités ci-dessus et créant ces divers tribunaux. Principalement : D., 17 mai 1895 (Cochinchine) ; D., 8 novembre 1889 (Cambodge) ; D., 1^{er} décembre 1901 (Annam, Tonkin, Laos).

(2) D., 17 mai 1895, cours criminelles à Saïgon, Mytho, Vinh-Long ; D., 15 septembre 1896, Hanoï, Haïphong ; D., 6 mai 1898, Pnom-Penh ; D., 8 août 1898, supprime la Cour criminelle de Haïplong.

de la partie du Laos non rattachée au ressort des chambres d'appel de Saïgon.

Ces Cours sont composées (1) :

1° De trois magistrats (à Saïgon, trois conseillers ; à Pnom-Penh, un conseiller, le juge-président de première instance et un magistrat désigné par le président de la Cour d'appel ; partout ailleurs, un conseiller et deux juges du tribunal de première instance) ;

2° D'assesseurs (2) : quatre européens ou deux indigènes, selon qu'il s'agit de juger un non-indigène ou un indigène.

Trois conseillers de la Cour d'appel forment à Saïgon et à Hanoï la chambre des mises en accusation (3).

Justice commerciale. — Des tribunaux de commerce mixtes fonctionnent à Saïgon, Hanoï et Haïphong (4) ; ils comprennent sous la présidence du président du tribunal de première instance, deux juges élus par les électeurs de la chambre de commerce. Dans les autres centres le tribunal de première instance ou la justice de paix à compétence étendue connaissent des affaires commerciales.

(1) Mêmes textes.

(2) Les assesseurs indigènes n'existent à la Cour criminelle du Tonkin que depuis le décret du 17 décembre 1905.

(3) D., 17 mai 1895 (chambre de Saïgon) ; D., 8 août 1898 (d° pour toute l'Indo-Chine) ; D., 31 août 1905 (chambre de Hanoï).

(4) D., 9 août 1898 (Saïgon) , D., 21 décembre 1898 (Hanoï et Haïphong).

III. — *Lois applicables* (1).

La loi française régit seule les conventions et les contestations civiles ou commerciales entre Européens ou entre Européens et indigènes ou assimilés.

La loi annamite règle les conventions et les contestations civiles ou commerciales entre indigènes et Asiatiques. Toutefois, si les parties ont déclaré dans un acte contracter sous le régime de la loi française, celle-ci est appliquée.

En matière pénale, la loi française est toujours appliquée.

Les formes de la procédure sont celles de la métropole, avec quelques simplifications et adaptations.

§ 2. — **Justice indigène.**

Textes :

Décrets des 6 mai 1898, 1^{er} novembre 1901, 1^{er} décembre 1902, 31 août 1905.

Ainsi qu'il a été dit, la justice indigène a complètement disparu en Cochinchine ; elle n'a été nulle part, à proprement parler, organisée.

Au Cambodge, la France s'est engagée à respecter les coutumes indigènes, et à ne pas soustraire les Cambodgiens à leurs juges naturels ; des conventions particulières avec le roi ont donc été nécessaires pour évoquer devant les tribunaux français les contestations

(1) D., 17 mai 1895 (Cochinchine) ; D., 6 mai 1898 (Cambodge) ; D., 1^{er} décembre 1902 (Annam, Tonkin, Laos).

entre Cambodgiens et étrangers. Les tribunaux locaux sont actuellement exclusivement compétents pour les affaires entre Cambodgiens (1) ; l'administration française ne s'est jamais immiscée dans leur organisation.

Au Tonkin, en Annam, au Laos, les juridictions indigènes ont été simplement maintenues, en termes formels, pour la connaissance des affaires de toute nature intéressant exclusivement des indigènes (2). L'organisation et le fonctionnement de ces juridictions n'ont fait l'objet d'aucun acte de l'autorité métropolitaine.

Toutefois, au Tonkin, où l'autorité supérieure annamite a disparu, il a été nécessaire d'instituer un contrôle suprême de la justice indigène ; ce contrôle, qui en Annam appartient à la Cour, a été dévolu au Tonkin à une chambre spéciale de la Cour d'appel (3).

I. — *Organisation intérieure de la justice indigène.*

Il n'a été possible de trouver au ministère des colonies aucune indication touchant l'organisation de la justice indigène au Cambodge et au Laos. Le budget du Cambodge mentionne simplement l'existence à Pnom-Penh d'un « tribunal supérieur » et d'un « tribunal Salla-Lukhun », comprenant, le premier un président, un vice-président, quatre juges et deux juges suppléants ;

(1) D., 6 mai 1898, art. 5.

(2) D., 1^{er} déc. 1902, art. 17.

(3) D., 1^{er} nov. 1901, crée une commission d'appel, en matière indigène, auprès de la 3^e chambre de la Cour ; D., 31 août 1905, transforme cette commission en une 4^e chambre.

le second un président, un juge de paix, un procureur. Il a été impossible de connaître les attributions de ces tribunaux.

En Annam et au Tonkin, la justice est exercée par les autorités annamites. Le ministère des colonies ne dispose d'aucun renseignement touchant cette organisation qui est connue par les ouvrages de nombreux auteurs ayant étudié les mœurs et coutumes des Annamites.

Les affaires civiles et commerciales sont d'abord portées en conciliation devant le chef de famille, puis devant le conseil des notables du village, puis devant le chef de canton. Si l'accord ne peut s'établir, elles sont jugées par le sous-préfet ou Quan-Huyen qui correctionnalise toujours l'affaire et prononce une peine contre la partie qui succombe. Appel peut être fait devant le Quan-An, tribunal provincial du Tong-doc, ou gouverneur, qui est assisté d'un mandarin spécialement chargé de l'instruction (An-Sat).

Les affaires criminelles sont instruites dans le village par le conseil des notables, et jugées en premier ressort par le Quan-huyen, sauf appel devant le tribunal provincial. Les affaires très graves sont portées en Annam devant la Cour. Au Tonkin, comme il a été dit, le contrôle supérieur appartient à la Cour d'appel.

II. — *Chambre indigène de la Cour d'appel.*

La quatrième chambre de la Cour d'appel, siégeant à Hanoï, connaît de l'appel des jugements rendus par

les tribunaux indigènes du Tonkin ; la faculté de faire appel appartient, soit aux parties, soit au procureur général. Aucune disposition ne limite cette faculté, ce qui laisse supposer que la juridiction indigène ne statue jamais en dernier ressort.

La chambre des appels indigènes est composée d'un vice-président, de deux conseillers, et de deux mandarins ayant voix délibérative, nommés par arrêté du gouverneur général.

III. — *Lois applicables.*

Les tribunaux indigènes appliquent la coutume locale au Cambodge, cette coutume est précisée par un certain nombre de textes constituant une sorte de Code, d'ailleurs assez confus. Au Laos, ce degré de civilisation n'a pas encore été atteint.

En Annam-Tonkin, la coutume annamite appuyée de textes nombreux, constitue une législation complète, prévoyant même les formes de la procédure. Les décrets du 1^{er} novembre 1901 et du 31 août 1905 se sont bornés à transformer un certain nombre de peines annamites, dont la rigueur excessive hantait trop nos idées, en peines plus conformes à nos usages occidentaux.

CHAPITRE II

L'ORGANISATION ACTUELLE DOIT ÊTRE RÉFORMÉE.

SECTION I. — Renseignements statistiques montrant l'inégalité des moyens de rendre la justice dans les divers groupes de colonies.

§ 1. — Les tableaux que l'on trouvera à la fin de ce chapitre font ressortir, pour la dernière année connue (1903 ou 1904), le nombre d'arrêts ou de jugements rendus par les diverses juridictions de première instance ou d'appel : 1° en toute matière (sauf en matière criminelle) ; 2° en matière civile et commerciale plus spécialement.

Ces chiffres, divisés par le nombre de magistrats assis et debout, attachés à chaque juridiction, permettent d'établir ce que nous avons appelé le coefficient d'activité de celles-ci, en matière générale, et plus spécialement en matière civile et commerciale.

Ces coefficients ne sont pas tous comparables entre eux : les affaires d'appel sont plus considérables que les affaires ordinaires de première instance. Mais ils le sont dans une même catégorie de juridictions, et surtout dans un même groupe de colonies.

On consultera surtout avec intérêt la dernière colonne

de chaque tableau (coefficient d'activité en matière civile et commerciale). Le rôle le plus intéressant des tribunaux est la distribution de la justice civile ; c'est aussi le plus lourd.

On constate d'une manière générale que le service des magistrats coloniaux est peu chargé. Les juridictions les plus occupées sont celles de première instance ; l'activité des justices de paix à compétence étendue est, dans l'ensemble, moins élevée ; quant aux Cours d'appel et autres juridictions similaires, elles sont réellement oisives.

La comparaison des diverses colonies entre elles motive d'autres remarques.

§ II. — Parmi les Cours d'appel, la plus occupée, relativement est celle de Madagascar. Celle de l'Inde suit de près. Le travail qui leur est demandé paraît, cependant, loin d'être excessif. Toutes les autres juridictions d'appel sont, ou trop nombreuses, ou trop fortement constituées pour les besoins. Il semble notamment : 1° que les deux tribunaux supérieurs (Congo et Océanie) n'ont d'autre raison d'être que la nécessité où l'on se trouve de doter ces colonies, de même que St-Pierre et Miquelon et la côte des Somalis, d'une juridiction d'appel indépendante ; des conseils d'appel y seraient, vraisemblablement, tout à fait suffisants ; — 2° que les Cours d'appel de l'Indo-Chine et de l'Afrique occidentale sont trop fortement constituées ; — 3° qu'il en est de même pour les Cours d'appel des Antilles et

de la Réunion, et, plus particulièrement, qu'une Cour d'appel unique dont le ressort embrasserait la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane, serait encore moins occupée que celle de Madagascar.

Parmi les tribunaux de première instance, les plus occupés sont ceux de l'Indo-Chine, mais il faut tenir compte que les tribunaux de Cochinchine sont surtout pris par les affaires indigènes, en général, moins lourdes que les affaires européennes, et qu'une meilleure organisation permettrait de les en alléger, pour la plus grande satisfaction des justiciables. Les tribunaux des colonies d'Afrique ont peu de travail, mais comme ils sont très disséminés, il serait difficile d'en réduire le nombre; il faut, d'ailleurs, prévoir une augmentation de leur activité, correspondant au développement de la colonisation. Dans les colonies anciennes, le tribunal de Fort-de-France, paraît avoir une activité normale, dont il conviendrait de rapprocher les autres juridictions analogues par suppression des centres secondaires.

Les justices de paix à compétence étendue en Indo-Chine et en Afrique prêtent aux mêmes remarques que les tribunaux de première instance; il en est de particulièrement peu occupées, dont on pourrait, dans une très sérieuse réorganisation, envisager la suppression.

Quant aux justices de paix à compétence étendue des anciennes colonies et assimilées, elles sont réellement sans aucune utilité et devraient immédiatement disparaître.

SECTION II. — **Le personnel de la magistrature, son organisation actuelle.** — Nécéssité de la modifier : la justice à rendre dans chacun des trois groupes de colonies est particulière.

A. *Caractères généraux.* — Les règlements concernant la magistrature datent de la première époque de la colonisation française, vers 1825. Ils présentent ce même aspect vieillot et incohérent que les institutions elles-mêmes.

La magistrature coloniale est considérée comme détachée de la magistrature métropolitaine, mais on ne passe de l'une dans l'autre que par permutation ; l'une est inamovible, l'autre amovible ; les hiérarchies, les traitements, les titres même sont différents. Mais les règles pour la retraite sont semblables et une obscure assimilation subsiste entre les emplois coloniaux et les emplois métropolitains, dans la forme d'une solde fictive, dite parité d'office, nominalement attribuée à chaque magistrat et sans rapport avec son traitement réel.

De là une extrême complication où il est impossible de discerner une conception simple. Il existe une triple hiérarchie : des fonctions, des soldes et des parités d'office. En fait, les magistrats et l'administration centrale se préoccupent surtout de la réalité qu'est la solde effectivement payée, et c'est cette considération qui règle les mouvements dans presque tous les cas. On peut

dire, puisqu'aucun principe ne régit le recrutement et l'avancement, qu'il existe, non une magistrature coloniale, mais des emplois judiciaires aux colonies, sans coordination et sans ordre.

Toutefois, certaines conditions d'âge et de capacité sont exigées pour l'accès aux fonctions judiciaires ; les premières comportent de nombreuses bizarreries ; les autres sont de nul intérêt, à l'exception des dispositions toutes récentes, encore sans applications pratiques, réservant un certain nombre d'emplois de débuts aux élèves diplômés de l'Ecole coloniale, et un certain nombre de postes d'avancement en Indo-Chine, à des magistrats ayant fait preuve de capacités spéciales.

Le vice le plus grave de cette organisation semble être l'absence de toute spécialisation ; tout magistrat peut servir dans toute colonie : les mutations de l'une à l'autre sont constantes. Il est impossible aux magistrats d'acquérir ainsi les connaissances professionnelles spéciales qui leur seraient nécessaires, et qui leur manquent en règle générale, à leur entrée dans la carrière. Le niveau de l'instruction ne semble pas être excellent. Toutefois, depuis une dizaine d'années, le nombre croissant des candidats, le progrès des idées coloniales, ont fortement amélioré le recrutement, et les jeunes magistrats sont, généralement, d'une valeur bien supérieure aux anciens.

B. *Hierarchie des fonctions.* — La hiérarchie des fonctions judiciaires aux colonies est extrêmement compli-

quée. Elle comprend, en effet, des grades extrêmement divers, qui n'ont pas de correspondants dans la magistrature métropolitaine.

La hiérarchie des emplois est réglée par une assimilation établie entre eux et les emplois de la magistrature française ; c'est ce que l'on appelle la parité d'office.

On doit donc envisager dans le traitement d'un magistrat :

1° La solde coloniale, montant du traitement qu'il reçoit en service ;

2° La solde d'Europe, montant du traitement qu'il reçoit en congé en France, égale à la moitié de la solde coloniale ;

3° La solde de parité, solde fictive sur laquelle sont exercées les retenues pour la retraite. Elle est spécialement fixée pour chaque emploi.

Il résulte de ce système une extrême complication et une grande confusion. Un magistrat peut recevoir un avancement comme parité d'office, et voir diminuer sa solde. Ainsi, par exemple, un président de tribunal de 2^e classe en Indo-Chine a une parité de 5.000 francs et une solde coloniale de 13.000 francs ; s'il est promu président de Cour dans l'Inde, sa parité s'élève à 6.000 francs, mais son traitement tombe à 10.000 francs.

De même, si le procureur général de la Guyane est nommé avec le même titre dans l'Inde, sa parité passe de 13.300 francs à 15.000 francs et son traitement de 18.000 à 16.000 francs.

Le même titre comporte, suivant la colonie où sert le magistrat, des parités et des soldes coloniales différentes. Il y a donc, en résumé, presque autant de classes que d'emplois, et cela en série double, selon que l'on envisage la solde coloniale ou la solde de parité. C'est un inextricable imbroglio favorable à toutes les injustices.

C. *Avancement.* -- *Recrutement.* -- Aucune disposition réglementaire ne détermine l'échelonnement des grades dans la magistrature, ni n'impose aux magistrats l'obligation d'avoir servi dans un emploi inférieur pour accéder à un emploi supérieur.

Le cadre est donc, en principe, ouvert à tous les degrés aux candidats présentant certaines conditions d'âge et de capacité, d'ailleurs définies très largement, sauf une exception qui sera indiquée plus loin, concernant l'Indo-Chine.

Les conditions d'admission dans la magistrature coloniale sont de deux ordres : conditions d'âge et conditions de capacité.

Les conditions d'âge varient suivant les postes et les colonies, il règne encore une certaine incohérence dans ces dispositions, ainsi qu'il ressortira du tableau ci-après.

EMPLOIS	NOMBRE D'ANNÉES D'ÂGE REQUISES					
	Antilles et Réunion	Inde	Indo-Chine et Madagascar	Afrique occidentale et Mayotte	Congo	Autres colonies
Juge de paix ordinaire. . .	30	24	25	»	»	25
Suppléants de juge de paix à C. E.	»	»	22	25	»	»
Juge de paix à C. E. . . .	30	24	27	27	27	25
Juge suppléant.	25	22	22	25	22	22
Juge ou lieutenant de juge	25	25	25	25	»	25
Président ou vice-président ou juge-président de 1 ^{re} instance.	30	27	27	27	27	27
Conseiller-auditeur ou ju- ge-auditeur.	»	25	25	»	25	25
Conseiller ou juge au tri- bunal supérieur. . . .	27	27	27	27	27	27
Président ou vice-prési- dent de cour, président de tribunal supérieur ou président d'appel. . . .	30	30	30	30	30	30
Substitut de procureur de la République.	22	22	22	25	»	22
Procureur de la Républi- que, avocat général ou substitut du procureur général.	25	25	25	25	25	25
Procureur général et pro- cureur chef du service judiciaire au Congo. . .	30	30	30	30	30	30

On ne comprend évidemment pas pourquoi un candidat âgé de 22 ans, jugé capable d'être juge suppléant en Indo-Chine ou à Madagascar, en est jugé incapable en Afrique occidentale, etc...

Quant aux conditions de capacité, il n'en est requis aucune pour les postes de juge de paix à compétence ordinaire, non plus que pour les postes de juge de paix à compétence étendue dans les dépendances de la Guadeloupe et en Nouvelle-Calédonie.

Pour toute autre fonction judiciaire, la licence en droit est exigée. Elle peut être remplacée par le certificat de troisième année d'études de l'Ecole de droit de Pondichéry en ce qui concerne les juges de paix à compétence étendue à Mahé et à Yanaon ; mais, dans ce cas, le candidat doit justifier de cinq années de services dans des fonctions se rapportant à l'administration de la justice.

En outre de la licence en droit, les candidats doivent justifier de deux années de stage comme avocat, ou d'un an de service comme attaché au parquet, pour les fonctions judiciaires aux Antilles, à la Réunion, en Indochine, en Afrique occidentale, au Congo (sauf pour celles de juge suppléant ou juge-auditeur), à Mayotte (sauf pour celle de juge suppléant), à la côte des Somalis.

Il va sans dire que la grande majorité des candidats réunissent des conditions de capacité généralement plus considérables que celles qui sont exigées ; celles-ci ne constituent donc nullement un moyen d'élimination intéressant.

Une tentative importante d'amélioration du recrutement des magistrats coloniaux est marquée par le décret du 7 avril 1905, qui réserve les 2/3 des vacances aux élèves diplômés de l'école coloniale, surtout de la section préparatoire à la magistrature. Cette section comprend elle-même deux sous-sections, l'une Indochinoise, l'autre africaine. On peut supposer que l'in-

tention était de spécialiser ainsi le recrutement des magistrats, destinés à servir, soit en Indo-Chine, soit en Afrique, et de ne laisser libre que le recrutement pour les colonies de population française et assimilée (3^e tiers). Mais on constate aussitôt que le dernier arrêté d'admission (4 mai 1906) prévoit seulement un élève dans chacune de ces sous-sections. Or il se présente, en moyenne, de 10 à 15 vacances par an ; il est clair que la disposition du décret du 7 avril 1905 restera encore longtemps sans conséquences pratiques.

L'avancement n'est réglementé, ainsi qu'il a été dit déjà, par aucune disposition.

Toutefois (disposition à laquelle il a été déjà fait allusion plus haut) le décret du 1^{er} novembre 1904 stipule qu'en Indo-Chine, les emplois de lieutenant de juge, de juge-président, de juge de paix à compétence étendue, de procureur de la République dans les provinces et de vice-président au tribunal de Saïgon, sont réservés à des magistrats servant en Indo-Chine et justifiant de la connaissance de la langue annamite : (on ignore, d'ailleurs, comment et dans quelle mesure cette dernière prescription est observée) ; de même les 2/3 des emplois de la Cour d'appel et du parquet général (sauf ceux de procureur général et de président de la Cour) sont réservés aux magistrats servant en Indo-Chine.

Il y a donc là une tendance extrêmement nette à la spécialisation des cadres de la magistrature indo-chinoise, et à l'établissement des règles d'avancement

tenant compte des services des magistrats et des connaissances, utiles à leurs fonctions, qu'ils ont pu acquérir.

En résumé, si l'on considère les décrets les plus récents sur l'organisation judiciaire dans les grandes colonies, on constate que l'idée d'une spécialisation des magistrats, d'un relèvement de leur situation, d'une amélioration des conditions du recrutement et de l'avancement semble avoir guidé les rédacteurs de ces textes. Mais l'intention reste extrêmement vague et ne s'est pas manifestée, jusqu'à présent, par des actes vraiment efficaces.

L'examen des titres et des services des magistrats révèle plus nettement encore la même tendance (1).

L'on peut affirmer que, d'une manière générale, le recrutement s'est beaucoup amélioré depuis une dizaine d'années. Il ne pouvait, d'ailleurs, en être autrement, étant donné le progrès général des études, le nombre croissant des candidats, la diffusion des idées coloniales dans la masse du public.

On est en droit d'affirmer qu'il n'a été que fort peu tiré parti de dispositions générales aussi favorables à un perfectionnement sérieux des institutions judiciaires et du personnel des magistrats dans les colonies.

(1) Voir *Annuaire des colonies*, 1906.

COURS D'APPEL, TRIBUNAUX SUPÉRIEURS CONSEILS D'APPEL	NOMBRE D'AFFAIRES JUGÉES		NOMBRE DES MAGISTRATS attachés à la Cour	COEFFICIENT D'ACTIVITÉ	
	en toutes matières	en matières civiles et com- merciales		général	civil et commercial
Martinique (1905)	415	44	9	13	5
Guadeloupe (1904)	97	8	8	12	4
Réunion (1905)	425	27	8	16	3
Guyane (1904)	225	12	6	38	2
Inde (1905)	494	123	7	28	18
Nouvelle-Calédonie (1905)	210	42	6	35	7
Océanie (tribunal supérieur) (1904)	»	21	4 (1)	»	5
Saint-Pierre et Miquelon (Conseil d'appel) (1905)	16	11	2 (1)	8	5
Afrique occidentale (1905)	»	33	11	»	3
Madagascar (1905)	335	188	8	42	24
Congo (tribunal supérieur) (1905)	»	2	4 (1)	»	1/2
Côte des Somalis (conseil d'appel)	»	»	1	»	»
Indo-Chine (1904)	»	395	28	»	12

(1) Y compris le Procureur de la République, chef du service judiciaire, qui exerce en même temps les fonctions de ministère public près le tribunal de 1^{re} instance.

JUSTICES DE PAIX A COMPÉTENCE ÉTENDUE		NOMBRE D'AFFAIRES JUGÉES		NOMBRE DE MAGISTRATS du tribunal	COEFFICIENT D'ACTIVITÉ	
		en toutes matières	en matière civile et commerciale		général	civil et commercial
GUADELOUPE (1904)	Marie-Galante.	109	11	1	109	11
	Saint-Martin.	21	6	1	21	6
	Saint-Barthélemy.	9	3	1	9	3
INDE (1905)	Mahé.	95	55	1	95	55
	Yanaon.	26	14	1	26	14
NOUVELLE-CALÉ- DONIE (1905)	Bourail.	41	»	1	41	»
	Canala.	97	»	1	97	»
AFRIQUE OCCI- DENTALE (1905)	Kayes.	412	309	2	206	155
MADAGASCAR (1905)	Mananjary	188	44	1	188	44
	Fianarantsoa.	118	67	1	118	67
	Tuléar.	122	82	1	122	82
	Nossi-Bé.	128	104	1	128	104
CONGO	N'Djolé (1).	»	»	1	»	»
	Ouessou (1).	»	»	1	»	»
	Fort-de-Possel (1).	»	»	1	»	»
CÔTE DES SOMALIS (1904)	Djibouti.	87	55	1	87	55
INDO-CHINE (1904)	Rach-Gia.	490	297	2	245	149
	Tay-Ninh.	489	217	2	245	109
	Bac-Lieu.	263	2	2	132	1
	Bien-Hoa.	787	256	2	394	128
	Baria.	520	53	2	260	»
	Tourane.	264	32	2	132	»
	Nam-Dinh (1).	»	»	2	»	»

(1) Aucune statistique n'a pu être encore fournie pour ces tribunaux, de création récente.

TRIBUNAUX DE 1 ^{re} INSTANCE		NOMBRE D'AFFAIRES JUGÉES		NOMBRE DE MAGISTRATS attachés au tribunal	COEFFICIENT D'ACTIVITÉ	
		en toutes matières	en matière civile et com- merciale		général	civil et commercial
MARTINIQUE (1904)	Fort-de-France	2.644	667	7	377	93
GUADELOUPE (1904)	{ Pointe-à-Pitre.	719	280	6	120	47
	{ Basse-Terre.	547	203	4	137	51
RÉUNION (1905)	{ Saint-Denis.	1.571	576	6	262	96
	{ Saint-Pierre	684	170	5	137	34
INDE (1905)	{ Pondichéry.	1.205	828	5	241	166
	{ Karikal.	727	411	3	242	137
	{ Chandernagor.	384	258	2	192	129
GUYANE (1904)	{ Cayenne.	784	221	5	157	44
	{ Saint-Laurent-du-Maroni. . .	732	30	2	366	15
NOUVELLE-CALÉDONIE (1904)	{ Nouméa	1.275	523	5	255	105
Océanie (1904)	Papeete	739	590	3 (1)	246	197
SAINT-PIERRE ET MIQUELON (1905)	{ Saint-Pierre	152	129	2	76	65

AFRIQUE OCCIDENTALE	{ Saint-Louis (1905).		443	322	4	111	81
	{ Dakar (1905)		575	187	4	144	47
	{ Bingerville (1904).		197	138	4	49	35
	{ Konakry.		567	252	4	142	63
	{ Cotonou (1905).		168	110	4	42	28
MADAGASCAR (1905)	{ Tananarive.		614	486	4	154	122
	{ Tamatave		690	414	4	173	104
	{ Majunga.		567	99	3	187	33
	{ Diégo-Suarez.		577	323	3	192	108
	{ Libreville.		129	32	2 (2)	65	16
Congo (1905)	{ Brazzaville.		119	33	3	40	11
MAYOTTE (1905)	{ Dzaoudzi.		94	38	2	47	19
INDO CHINE (1904)	{ Saïgon.		2.549	1.096	12	214	91
	{ Hanoi.		2.964	352	4	741	88
	{ Haiphong.		1.624	345	4	406	86
	{ Mytho.		1.878	1.093	4	469	273
	{ Vinh Long.		1.694	784	4	424	196
	{ Long-Xuyen.		682	307	4	171	77
	{ Travinh.		970	437	4	243	109
	{ Cantho.		1.209	639	4	302	165
	{ Bentré.		881	645	4	220	136
	{ Soc Trang.		870	434	4	218	109
	{ Chaudoc.		524	286	4	131	72
	{ Phnom-Penh.		1.369	236	3	456	79

(1) Y compris le substitut.

(2) Y compris l'attaché du parquet.

CHAPITRE III

PROJETS DE RÉFORME.

SECTION I. — Principes qui doivent diriger la réorganisation des institutions judiciaires.

1° *Idées directrices.* — La division adoptée dans les deux premiers chapitres pour l'exposé de l'organisation judiciaire actuelle des colonies nous trace le plan des réformes désirables.

En ce qui concerne la réorganisation des institutions en elles-mêmes, nous ne pouvons avoir la prétention d'exposer ici des projets de réforme détaillés faisant la part des besoins des divers groupes de colonies (besoins qui nous sont imparfaitement connus) et qu'il faudrait délimiter nettement en tenant un compte exact des mœurs de nos différentes possessions, des indigènes de races diverses qui les peuplent, enfin, des ressources financières dont elles disposent.

Ce travail pourrait faire l'objet d'une série de rapports, minutieusement étudiés, sur des projets de décret destinés à faire aboutir des réformes dont nous allons tracer l'ébauche.

Cette réserve faite, il faut tout de suite constater que le caractère des mesures assimilatrices est d'être à peu

près irréparable, dès qu'elles ont atteint une certaine importance. Il faut donc, dès maintenant, se résoudre à laisser, à une partie tout au moins de nos colonies, des institutions voisines de celles dont elles ont été malencontreusement dotées.

Ce sont, heureusement, les moins importantes. Partout ailleurs, il faut résolument renoncer aux vieilles méthodes et rechercher surtout l'extension, l'amélioration des institutions indigènes. Un seul problème réellement grave paraît se poser ; c'est celui de la Cochinchine ; est-il possible de revenir en arrière, de faire disparaître l'organisation actuelle ? Il nous semble que oui, car, si l'assimilation a largement modifié les choses, elle est restée sans prise sur les hommes, et l'on peut songer à rendre à nos sujets, les juges de leur race qu'ils regrettent.

Les principes doivent donc être, nous semble-t-il, d'abord de faire en quelque sorte la part du feu en ce qui concerne les anciennes colonies, ensuite, de restreindre partout ailleurs au minimum, le rôle de la justice française, pour donner à la justice indigène, seule conforme aux vœux des populations, une large extension sous le contrôle éclairé des représentants de la nation colonisatrice.

2° *Colonies de population française et assimilée.* — Il ne saurait être question ici de justice indigène. La justice française subsistera donc seule ; mais il importerait qu'elle fût rigoureusement proportionnée aux

besoins et à l'importance des diverses colonies. La politique à suivre devrait donc être une politique de simplification et d'économie.

Pour ce groupe de colonies, la réforme la plus importante et qui nous paraisse aussi la plus désirable serait la constitution d'une Cour d'appel unique pour les Antilles et la Guyane. Le peu d'importance de la circonscription judiciaire de la Guyane permet d'envisager un tel rattachement. Cayenne est à 6 jours de mer de Fort-de-France et les communications entre la Guadeloupe et la Martinique sont faciles et fréquentes (1).

La Cour de Fort-de-France pourrait aisément statuer, en plus de 44 appels civils qui lui viennent de la Martinique, sur les 8 affaires qui lui seraient renvoyées de la Guadeloupe et les 12 de la Guyane (2). L'économie réalisée par cette réforme serait, naturellement, à partager entre les trois colonies formant le ressort de la Cour de Fort-de-France.

Mais, malheureusement, l'organisation judiciaire des Antilles étant réglée actuellement par des lois, cette réforme ne pourrait elle-même être décidée que par une loi, — à moins (autre réforme à souhaiter, à notre avis) qu'il n'intervienne tout d'abord une loi, ou un ar-

(1) Les distances qui, dans les grandes colonies, séparent les centres judiciaires secondaires du siège de la Cour d'appel sont souvent notablement plus considérables.

(2) Voir les tableaux de la fin du chapitre II.

ticle de loi de finances, pour décider que désormais, ces matières seront régies comme il est prévu au sénatus-consulte du 3 mai 1854, par ces décrets en forme de règlements d'administration publique (1).

Cette réforme, avons-nous dit, serait à souhaiter, car la procédure préparatoire des lois est longue et compliquée surtout lorsque deux départements ministériels sont intéressés (2). L'ordre du jour, souvent chargé de la Chambre, ne permettrait guère d'espérer (au cas où l'administration centrale des colonies voudrait entreprendre des réformes dans le sens que nous indiquons) que des projets d'intérêt strictement local, viendraient aisément en discussion.

Enfin, le rétablissement de l'unicité de juge en première instance doit être également préconisé. Loin de diminuer les garanties que les justiciables trouvent devant les tribunaux, il les augmenterait plutôt.

En ce qui concerne les établissements de l'Inde, ils ne présentent, pour ainsi dire, aucun intérêt au point de vue politique ou économique.

Nous entretenons une Cour d'appel, trois tribunaux de première instance, deux justices de paix à compétence étendue, deux justices de paix à compétence ordi-

(1) Un amendement en ce sens, issu de l'initiative parlementaire, avait été déposé au cours de la discussion du budget de 1902 ; la commission du budget avait émis un avis favorable ; mais le projet fut retiré sur la demande de M. Decrais, ministre des colonies, et sur les instigations des députés des Antilles.

(2) Ministère des colonies et ministère de la justice.

naire dans ces territoires dont la superficie totale n'est pas de 510 kilomètres carrés (la valeur de deux cantons en France), et dont la population dépasse à peine 273.000 habitants, dont moins d'un millier d'européens.

L'organisation logique eût consisté à conférer partout à des fonctionnaires les attributions des juges de paix et de première instance, avec une compétence exclusivement française, en laissant subsister ou en reconstituant des juridictions indigènes ; un tribunal supérieur, au chef-lieu, eût assuré la distribution de la justice européenne en appel et le contrôle de la justice indigène. Mais actuellement, tous les habitants sont justiciables des tribunaux français, d'ailleurs le plus souvent ignorants de la loi indigène qu'ils appliquent aux non-renonçants. On ne peut donc songer à faire disparaître complètement les conséquences néfastes de cette assimilation aujourd'hui entrée dans les mœurs.

3° *Colonies d'Afrique.* — Dans l'ensemble, les colonies d'Afrique sont celles où l'organisation générale de la justice paraît la plus satisfaisante. La justice française est normalement incompétente à l'égard des indigènes, dotés de juridictions spéciales, et les principes qui ont présidé à l'institution de celles-ci semblent judicieux.

Les colonies d'Afrique sont, d'ailleurs, celles dont nous avons pris le plus récemment possession ; l'administration coloniale a visiblement apporté dans leur organisation une expérience qui lui faisait jadis défaut. Elle ne devrait jamais perdre de vue que l'assimilation

des indigènes aux Français n'est nullement désirable. Une organisation distincte de la justice indigène ne doit pas être considérée comme une imperfection tolérée à titre provisoire, et que l'on fera disparaître lorsque les ressources budgétaires permettront d'organiser partout des tribunaux français. Elle doit être regardée, au contraire, comme essentiellement définitive — perfectible, sans doute — mais suivant des règles propres, et d'après les leçons de l'expérience.

Mais au milieu de populations primitives comme les noirs africains, la justice indigène ne pourra jamais être complètement et exclusivement régie par la coutume et administrée par nos seuls sujets. Pour le barbare, la justice est l'attribut essentiel de la souveraineté ; il ne peut concevoir l'idée de la séparation des pouvoirs, il conviendrait donc, croyons-nous, que, sauf exceptions, le représentant de l'autorité, l'administrateur, reste investi de la puissance judiciaire, exercée avec l'assistance de conseillers indigènes ; mais il faudrait aussi qu'il fût préparé à cette tâche dès avant son entrée dans la carrière coloniale. Le perfectionnement des programmes de l'Ecole coloniale répondrait à cette préoccupation et ce perfectionnement est inévitable à mesure que nous connaissons mieux les mœurs de nos sujets.

Enfin, d'une manière générale, il est nécessaire que dans chaque colonie une haute autorité judiciaire joue, en matière indigène, le rôle supérieur de surveillance et de régulation.

Une Cour d'appel soigneusement recrutée, composée de magistrats connus pour leur science juridique et leur instruction spéciale en matière indigène, serait la plus sûre des garanties pour le bon fonctionnement des institutions judiciaires (1).

4° *Indo-Chine*. — L'on ne sait s'il faut critiquer davantage, en Indo-Chine, l'extrême prodigalité avec laquelle ont été calculées les dépenses du service judiciaire ou l'incohérence des idées directrices qui ont inspiré cette organisation.

Le nombre des magistrats est exagéré : 98, alors que l'ensemble des colonies d'Afrique, avec une superficie sept fois plus considérable et une population supérieure de moitié, n'en occupent que 75.

Les traitements de ces magistrats sont exceptionnellement élevés. Le service coûte, au total, 1.900.000 francs en chiffres ronds, contre 1.100.000 francs dans l'ensemble des colonies africaines, alors que la simple proportionnalité entre les nombres respectifs des emplois n'exigerait qu'environ 1.450.000 francs.

Ce considérable effort pécuniaire aboutit, d'ailleurs, à laisser 4 des 5 colonies de l'Union indo-chinoise plus dépourvues de juges que Madagascar, par exemple, car

(1) Il serait désirable que la tradition verbale, connue par le seul avis des assesseurs, fit, peu à peu, place à une tradition écrite. Celle-ci serait progressivement constituée par la jurisprudence, à laquelle une Cour régulatrice peut seule donner de la cohérence et de l'unité. C'est là un des principaux arguments pour conférer, avec de très larges attributions, à la Cour d'appel, le contrôle supérieur de la justice indigène.

les 3/4 de ce nombreux personnel sont concentrés en Cochinchine, pour y tenir la place de la justice indigène, malheureusement abolie, et dispenser les annamites d'une justice qui blesse leurs sentiments de race et méconnaît leurs traditions.

Aucune réforme sérieuse ne sera possible en Indo-Chine tant que cette situation anormale sera maintenue. Même si les dépenses actuelles sont comprimées, comme l'exigerait peut-être en ce moment la situation budgétaire, il faut s'attendre à les voir reprendre leur cours ascendant; la tendance à l'assimilation prévaut toujours, et si ce n'est pas la Cochinchine qui est ramenée à la règle commune par le rétablissement de la justice indigène, ce sera l'Indo-Chine tout entière qui suivra le sort de la Cochinchine, à mesure que des occasions favorables, des périodes de prospérité, permettront d'y augmenter le nombre des tribunaux français et de supprimer autour d'eux les juridictions indigènes.

On peut donc envisager ici la question à deux points de vue fort différents, celui des réformes partielles et celui d'une réforme d'ensemble.

Les réformes partielles pourraient viser à restreindre les dépenses d'un personnel luxueusement organisé, et à donner à la justice indigène, partout où elle a subsisté, une organisation stable, en s'inspirant des principes analogues à ceux qui viennent d'être indiqués pour les colonies d'Afrique.

Ce serait une œuvre précaire ; la tendance actuelle à

l'assimilation, à la prodigalité, finira par prévaloir fatalement par le développement naturel d'institutions vicieuses, qui justifieront leur conservation en absorbant tout. Cette méthode conduirait à aggraver les charges déjà lourdes, à augmenter le mécontentement de nos sujets et à compromettre, en un mot, de toutes façons, le sort de notre domination.

La réforme d'ensemble consisterait à rétablir la justice indigène partout où elle a été supprimée, notamment en Cochinchine, à lui donner une forte constitution en réglant la compétence et les attributions des juges indigènes et en leur accordant une rétribution convenable. Les tribunaux français ne subsisteraient que dans les centres où résident des Européens en nombre important. La Cour d'appel exercerait le contrôle supérieur et, spécialement en matière indigène, jouerait le rôle de régulation et d'inspection judiciaire ; il lui serait adjoint un collège spécial de mandarins pour l'aider dans l'étude des affaires indigènes.

Cette seconde méthode présenterait le double avantage d'alléger un budget déjà obéré, et de donner aux populations les institutions qu'elles souhaitent le plus vivement ; ce serait faire de bonnes finances et de bonne politique.

SECTION II. — Principes qui doivent diriger la réorganisation du personnel de la magistrature.

Une meilleure répartition des services judiciaires aux colonies resterait vaine si le personnel de la magistrature n'était sérieusement amélioré. Les institutions ne sont que peu de chose en dehors des hommes qui les représentent, et, dans l'administration de la justice surtout, le mérite personnel, la moralité, l'instruction des fonctionnaires sont pour les justiciables la plus haute et la plus sûre des garanties.

L'organisation actuelle de la magistrature coloniale prête à critiquer aussi bien par l'insuffisance des magistrats que par l'imperfection des règlements.

1° *Autonomie de la magistrature coloniale.* — On ne conçoit pas, tout d'abord, pourquoi la magistrature coloniale est considérée comme détachée du ministère de la justice, alors qu'elle constitue un corps fermé, distinct de la magistrature métropolitaine, ni pourquoi le garde des sceaux a une part, toute nominale d'ailleurs, dans son administration, puisque la règle ordinaire est la compétence et la responsabilité exclusive du ministre des colonies en matière coloniale (sauf pour les comptables personnellement responsables).

Le régime actuel ne présente aucun avantage, aucune garantie spéciale ; il n'a d'autre intérêt que d'augmenter les lenteurs administratives. L'administration

du personnel, l'organisation des tribunaux devraient relever exclusivement du ministre des colonies.

2° *Division du corps en trois cadres.* — Une autre anomalie à relever, et celle-ci des plus préjudiciables à la bonne marche du service, c'est le manque de spécialisation des magistrats.

Tant qu'un même magistrat, sous prétexte d'avancement ou de convenances générales ou personnelles, pourra servir indistinctement dans telle ou telle colonie, il ne faut point espérer que la compétence professionnelle du corps aura quelque chance de se relever.

On n'acquiert qu'en Indo-Chine la connaissance des mœurs et des traditions annamites ou cambodgiennes, et le fait d'avoir plus ou moins brillamment servi à la Martinique ou dans l'Inde ne peut être considéré comme une préparation aux fonctions judiciaires en pays de race jaune. Bien plus, le magistrat qui apporte en Afrique occidentale ou au Congo des habitudes d'esprit contractées aux Antilles ou à la Guyane, peut devenir, en pays noir, un véritable élément de perturbation politique.

La logique la plus élémentaire commande de spécialiser les magistrats dans les colonies où ils ont commencé à servir, et seules, les nécessités du roulement peuvent faire fléchir légèrement cette règle. Il semble que les deux principes qu'il faille considérer (intérêt de la spécialisation et facilités d'administration) soient facilement conciliables en constituant, suivant la divi-

sion qui s'impose à l'esprit, trois grands groupes de colonies, les colonies de population française et assimilée ; les colonies de population indigène africaine ; l'Indo-Chine, seule colonie de population indigène de race jaune, et en dotant chaque groupe d'un cadre propre de magistrats, différemment recrutés et formant des hiérarchies distinctes.

Il est à remarquer, d'ailleurs que cette proposition conduirait à appliquer aux magistrats les règles qui se sont établies, pour ainsi dire, d'elles-mêmes pour les fonctionnaires politiques. Les trois groupes de colonies sont constitués, de ce point de vue, et présentent trois cadres bien différents : les chefs et les sous-chefs de bureau des secrétariats généraux, les administrateurs coloniaux, les administrateurs des services civils de l'Indo-Chine. Tous les autres corps sont plus spécialisés encore, puisqu'ils sont à la nomination des gouverneurs, et seule la magistrature coloniale attend encore un statut qu'elle aurait dû, peut-être, recevoir la première.

3° *Hiérarchie des fonctions.* — Il n'existe actuellement pas, à proprement parler, de hiérarchie des fonctions judiciaires. Il n'y a que des emplois plus ou moins rétribués et qualifiés des appellations les plus diverses et les plus bizarres (à noter particulièrement, « conseiller auditeur » et « lieutenant de juge »).

Nous avons montré, et les exemples pourraient se multiplier, que la « parité d'office » ne signifie rien. Les magistrats suivent les sorts les plus divers, traver-

sent les colonies les plus différentes, à la poursuite d'un avancement hasardeux et toujours contestable ; gagnant tantôt sur la parité, tantôt sur la solde, tantôt sur le titre, ils gardent toujours quelque raison de solliciter un avancement complémentaire.

L'emploi, le grade et le traitement sont en effet trois choses différentes, comportant des rapports nécessaires entre elles, mais réglées, également, par des éléments étrangers : l'emploi, par les besoins généraux du service ; le grade, par l'importance des services rendus ; le traitement, par le mérite et par l'ancienneté. Dans les services administratifs, la distinction est faite ; à l'intérieur d'un même grade il existe plusieurs classes personnelles ; et ce grade donne accès à des emplois fort différents. Les mêmes principes peuvent être appliqués à la magistrature et même en les étendant.

Il n'y a que des avantages, nous semble-t-il, à permettre à un magistrat d'avancer sur place, en conservant les mêmes fonctions, s'il s'en acquitte de façon satisfaisante. Et il n'y a rien de particulièrement choquant à penser qu'un juge très ancien, honnête, mais de capacités médiocres, soit payé autant qu'un conseiller beaucoup plus jeune, rapidement parvenu par son mérite à un grade plus élevé, en même temps qu'à côté de celui-ci, un homme d'âge et de mérite moyens occupera, avec le même grade et le même traitement, une fonction du ministère public.

Reste enfin la question de la cherté respective de la

vie dans les diverses colonies. La solution n'en est nullement fournie par le régime incohérent de la parité d'office combinée avec le traitement colonial. On peut ajouter que le problème se pose tout aussi bien pour les officiers, les administrateurs et n'a jamais été un obstacle à l'unification des soldes ; l'usage existe, d'ailleurs, de certains suppléments purement locaux, jamais incorporés à la solde, et attachés au poste. Pourquoi ne pas appliquer ce régime aux magistrats et décider, comme pour tous les autres agents civils ou militaires, qu'ils ont essentiellement une solde, la solde dite d'Europe, déterminant l'équivalence de leur grade et leurs droits à la retraite, un supplément colonial égal à la solde d'Europe, et qu'enfin ils peuvent recevoir des indemnités de cherté de vivres, fixées par les gouverneurs et attachées au poste ? Le taux de ces indemnités serait d'ailleurs peu élevé et calculé de telle façon que nul ne saurait s'en prévaloir comme d'un avantage de situation.

Ce système, combiné avec la triple échelle de traitements qui donnerait par exemple une solde généralement plus élevée aux magistrats de l'Indo-Chine qu'à ceux d'Afrique et également plus élevée à ceux-ci qu'à leurs collègues des autres colonies, serait sans aucun doute bien préférable, et comme simplicité et comme équité, au chaos actuel.

4° *Recrutement. — Avancement.* — Le recrutement de la magistrature coloniale n'a été, jusqu'à présent, comme il a été dit, soumis à aucune règle sérieuse. La

faveur, l'intervention politique ont été les grands facteurs du choix ministériel, et il n'en pouvait être autrement, en présence d'une pléthore de candidats dont il était impossible d'apprécier la valeur respective. Le décret du 7 avril 1905, réservant les 2/3 des vacances aux élèves diplômés de la section de la magistrature de l'Ecole coloniale, marque un sérieux progrès, pourvu qu'il soit appliqué. Mais les jeunes gens désireux d'obtenir par des études longues et sérieuses des titres à un emploi de début, ne se présenteront pas aisément tant qu'une autre voie d'accès dans le personnel, pour ainsi dire sans conditions, restera ouverte.

Ici encore, la division de la magistrature en trois cadres spécialisés permet d'indiquer, à notre avis, la solution utile (1).

Il serait nécessaire que nul ne pût être admis dans la magistrature indo-chinoise ou africaine qu'après obtention du diplôme délivré par l'Ecole coloniale au sortir de l'une des deux sous-sections préparatoires correspondantes. Cette règle serait d'autant plus facile à appliquer rigoureusement, que, pendant quelques années au moins (si l'on entreprenait une réorganisation des services judiciaires dans le sens que nous avons indiqué), les besoins du recrutement seraient plus restreints.

(1) Voir le rapport au conseil, le perfectionnement de l'Ecole coloniale élaboré par M. Perreau, professeur à la Faculté de droit de Paris et membre du conseil. Voir notamment l'article 3 du projet de décret faisant suite au rapport.

Quant aux colonies de population française ou assimilée, où la magistrature n'a pas besoin d'avoir acquis des connaissances particulières en dehors des études juridiques générales, il suffirait d'y exiger, pour l'entrée dans la carrière judiciaire, des garanties semblables à celles qui sont exigées des candidats aux emplois de la magistrature en France ; en d'autres termes, il conviendrait d'instituer un concours, auquel pourraient se présenter tous les licenciés en droit, et dont le programme pourrait être assez semblable à celui du concours pour l'admission dans la magistrature métropolitaine ; il comporterait seulement, en outre, quelques interrogations spéciales sur la législation coloniale et l'organisation intérieure de nos anciennes possessions.

Il serait indispensable, d'une manière générale, de poser des règles assez sévères de recrutement ; le niveau du personnel se relèverait, et il est probable que la magistrature coloniale acquerrait une réputation meilleure.

Ajoutons, enfin, qu'il ne serait pas inutile de reviser et d'unifier les règles concernant les limites d'âge d'entrée dans les diverses fonctions judiciaires.

En ce qui concerne l'avancement, il semble, sans qu'il soit nécessaire d'entrer dans les détails, que l'avancement en classe et l'avancement en grade devraient être distincts, le premier étant donné en tenant compte surtout de l'ancienneté, le second en tenant compte surtout

du mérite professionnel, constaté par les notes du candidat et les preuves qu'il aurait données d'aptitudes spéciales (connaissance de la langue indigène, travaux juridiques spéciaux, etc.).

CONCLUSION

L'ensemble de ces principes de réforme s'inspire en somme d'une seule idée. Les fonctions judiciaires sont instituées, non dans l'intérêt des magistrats qui les occupent, mais dans l'intérêt des justiciables ; elles ne doivent exister que dans la mesure où elles répondent à des besoins réels, et n'être confiées qu'à des hommes susceptibles d'acquiescer, au milieu des populations où ils se trouvent placés, la haute autorité morale qui seule peut rendre la justice utile, respectable et juste.

Vu :

Le Président de la Thèse,
C. PERREAU.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

1. **M. Chailley Bert.** — Dix années de politique coloniale. A. Colin, Paris, 1892.
 2. — La colonisation de l'Indo-Chine. A. Colin, Paris, 1902.
 3. **Arthur Girault**, Professeur à la Faculté de droit de Poitiers. — Principes de colonisation et de la législation coloniale. Laroze. Paris, 1904.
 4. **J. Vernier de Byans.** — Conditions juridiques et politiques des indigènes dans les possessions coloniales. Alfred Leclerc, éditeur. Paris, 1906.
 5. *Bulletin officiel des colonies.*
 6. **Paul Dislère.** — Législation coloniale.
 7. **Michel.** — Code judiciaire de l'Indo-Chine.
 8. **M. Perreau**, professeur à la Faculté de droit de Paris. — Rapport au conseil de perfectionnement de l'Ecole coloniale sur un projet de décret et d'arrêté portant modifications au fonctionnement de la section spéciale de la magistrature coloniale.
 9. Rapports et procès-verbaux du Congrès international de Sociologie coloniale (tenu à Paris en 1900).
 10. Documents parlementaires. — Rapport de M. Dubief sur le budget des colonies (Exercice 1904). *Journal officiel de la République française.*
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1
CHAPITRE I. — Organisation actuelle.	7
CHAPITRE II. — L'organisation actuelle doit être réformée.	53
SECTION I. — Renseignements statistiques	53
SECTION II. — Le personnel de la magistrature, son organisation actuelle ; nécessité de la modifier. . . .	56
CHAPITRE III. — Projets de réforme.	60
SECTION I. — Principes qui doivent diriger la réorganisation judiciaire.	68
SECTION II. — Principes qui doivent diriger la réorganisation du personnel de la magistrature	77
CONCLUSION	85
BIBLIOGRAPHIE	87

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
